

THÈSE

*présentée à la Faculté de Pharmacie de l'Université de Nancy,
pour obtenir le titre de Docteur de l'Université de Nancy,
Mention Pharmacie,*

par

JEAN AUBIER

Pharmacien

né à Paris, le 1^{er} Octobre 1913

Contribution à l'Histoire des Apothicaires de l'Ile-de-France au temps des Corporations (XVII^e et XVIII^e siècles)

Soutenue le 9 Juin 1937 (à 11 h.)
devant la Commission d'examens :

M. PASTUREAU, Président.

M. MEUNIER, Juge.

M. RICHARD, Juge.

ÉDITIONS MONTAIGNE
PARIS - 1937



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Contribution
à
l'Histoire des Apothicaires
de l'Ile-de-France
au temps des Corporations
(XVII^e - XVIII^e siècles)

1936-1937

3^e Série, N^o 6

THÈSE

présentée à la Faculté de Pharmacie de
l'Université de Nancy, pour obtenir le titre
de *Docteur de l'Université de Nancy (Mention Pharmacie)*

PAR

JEAN AUBIER

PHARMACIEN

Né à Paris, le 1^{er} Octobre 1913

Contribution
à
l'Histoire des Apothicaires
de l'Ile-de-France
au temps des Corporations
(XVII^e-XVIII^e siècles)

*Soutenue le 9 Juin 1937 (à 11 heures)
devant la commission d'examens :*

M. PASTUREAU, Doyen de la Faculté, *Président.*

M. MEUNIER {
M. RICHARD { *Juges.*

1937

ÉDITIONS MONTAIGNE
PARIS

PERSONNEL ENSEIGNANT

Doyen :

M. PASTUREAU, O. $\ast$, I. O, $\ast$.

Assesseur :

M. LASSEUR, $\ast$, I. O, $\tilde{\ast}$.

Professeurs :

MM. DOURIS, I. O, $\tilde{\ast}$, $\ast$	Toxicologie.
PASTUREAU, O. $\ast$, I. O, $\ast$..	Pharmacie chimique.
SEYOT, $\ast$, $\tilde{\ast}$, I. O, $\tilde{\ast}$, $\ast$	Histoire naturelle.
LASSEUR, $\ast$, I. O, $\tilde{\ast}$	Microbiologie.
N... ..	Matière médicale.
N... ..	Chimie organique.
N... ..	Pharmacie galénique.

Chargés de cours magistraux :

M. MEUNIER	Pharmacie galénique.
Mlle FRANÇOIS	Matière médicale.
M. KAYSER	Chimie biologique.

Chargés de cours :

MM. VERNIER, I. O	Zoologie.
CORDEBARD, $\tilde{\ast}$, I. O	Analyse chimique.
DONZELOT	Physique. — Chimie minérale.
MARCHAL	Hydrologie.
RICHARD	Chimie organique.

Chefs de travaux :

MM. VERNIER, I. O	Microbiologie et Parasitologie.
CORDEBARD, $\tilde{\ast}$, I. O	Chimie et Analyse chimique.
STEIMETZ, O	Micrographie.
DONZELOT (chargé de trav.) ..	Physique.
RICHARD (chargé de travaux).	Pharmacie.
LASCÈVE (chargé de travaux).	Chimie biologique et Toxicologie.

Secrétariat :

M. TRIBOLET, I. O	Secrétaire.
-------------------------	-------------

Doyens honoraires :

MM. BRUNTZ, O. $\ast$, $\tilde{\ast}$, I. O, O. $\tilde{\ast}$, $\ast$, $\ast$..	Recteur de l'Université de Nancy.
SEYOT, $\ast$, $\tilde{\ast}$, I. O, $\tilde{\ast}$, $\ast$	Professeur d'Histoire naturelle.

Professeurs honoraires :

MM. GRELOT, $\ast$, I. O, $\tilde{\ast}$.	
BRUNTZ, O. $\ast$, $\tilde{\ast}$, I. O, O. $\tilde{\ast}$, $\ast$, $\ast$.	

Agrégé libre :

M. GIRARDET, $\ast$, I. O	Chimie et Toxicologie.
----------------------------------	------------------------

La Faculté a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend ni les approuver, ni les imputer.



A mon grand'père, A. MILLE,

A M. BOUVET,
Vice-Président de la Société d'Histoire de
la Pharmacie, qui a dirigé mes recherches,

A M. le Doyen PASTUREAU,
qui a bien voulu accepter la Présidence
de mon jury de thèse,

j'offre ce travail en témoignage de mon
attachement et de ma reconnaissance.

Mai 1937.

INTRODUCTION

Les enseignements du passé ne sont en rien négligeables : leur recherche n'empêche pas les vues d'avenir et au contraire constitue le plan à suivre; c'est pourquoi, après d'autres, nous avons voulu connaître mieux la vie de ceux qui nous ont précédé dans l'exercice de la Pharmacie.

Attaché que nous sommes aux rives de la Seine et à la Faculté de Paris, nos recherches ont porté sur l'Ile-de-France, à l'exception de Paris et de Versailles où nous avons été précédé en particulier par notre confrère, M. Bouvet. Puisque ce nom vient sous notre plume pour la première fois, nous tenons à saisir aussitôt l'occasion qui nous est donnée de le remercier des nombreux conseils qu'il nous a prodigués. Son amabilité et sa bienveillance souvent mises à l'épreuve ne l'ont jamais été vainement.

L'étude de la Pharmacie dans l'Ile-de-France ne préjuge en rien de ce qui se passait dans le reste du royaume. La révolution centralisatrice n'était pas encore passée et les institutions régionales répondaient à des besoins ethniques et géographiques. Le lien existait cependant entre toutes; la personnalité royale marquait toutes les traditions et de même qu'il était le fédérateur

des provinces, il imposait à toutes, comme avec son grand sceau, semble-t-il, la marque de la France.

Cela est si vrai que souvent nous retrouvons Versailles à travers d'autres villes et que, par exemple, les Statuts de ses Chirurgiens font loi un peu partout¹.

Notre travail n'est pas complet. Nous le présentons cependant tel quel, demandant l'indulgence de nos juges, et nous promettons de le compléter par la suite. Nous n'avons d'autre prétention que celle d'apporter une contribution modeste à l'histoire, particulièrement difficile, de notre profession dans l'Ile-de-France.

Les nombreuses invasions, les guerres, de multiples incendies ont détruit des monceaux d'archives qui auraient été fort utiles pour l'édification de ce travail. Nous avons suivi un plan dans lequel nous avons introduit les renseignements inédits ou peu connus qu'il nous a été possible de recueillir, et nous remercions de leur amabilité les nombreux bibliothécaires, qui se sont mis obligeamment à notre disposition; plus spécialement M. Garnier, bibliothécaire en chef de la Faculté de Pharmacie de Paris, M. Anchel, archiviste aux Archives Nationales.

Le plan que nous nous sommes proposé de suivre commence par l'étude de la formation de l'apothicaire, puis par son entrée dans la profession. Nous étudions ensuite les rapports de la communauté avec les autres corporations. Viennent alors le contrôle des actes de l'apothicaire, et les règlements officiels les plus caractéristiques. L'étude se termine sur quelques détails particuliers qui se rattachent à l'histoire anecdotique de la profession.

Quelque modeste que soit ce travail, c'est cependant notre dernier acte d'étudiant, et nous prions nos maîtres de l'accepter en hommage.

1. BOUVET, *Les Apothicaires de Versailles*.

I

L'APPRENTISSAGE

Avant d'être maître, il faut être apprenti. Si l'on veut bien imaginer ce que serait de nos jours l'exercice de la pharmacie si l'on supprimait les spécialités et qu'il faille les remplacer par des préparations magistrales, si les communications au lieu d'être rapides et fréquentes étaient au contraire rares et lentes, si surtout il n'existait pas nos Ecoles de Pharmacie, et que tout l'Art Pharmaceutique dût s'acquérir par l'expérience, on se fera une idée des difficultés à vaincre pour « bien et dûment » exercer la profession d'apothicaire. L'apprentissage durerait longtemps : nous voyons par exemple que GUILLAUME-ROBERT BERTON¹ qui passa ses examens le 6 août 1768 était apprenti depuis 9 ans; GABRIEL VILLETTE², avant de pouvoir exercer à Verneuil près d'Evreux à partir de 1755, avait fait quatre ans d'apprentissage : il avait même exercé vingt ans avant de se faire recevoir maître, mais il faut croire pour sa mémoire que tout ce temps n'avait pas été nécessaire et que son examen ne fut qu'une régularisation nécessitée par quelque plainte ou application de règlement.

1. *Fac. Ph. Arch. Registre 24.*

2. *Fac. Ph. Arch. Registre 24.*

ALEXANDRE MARESCAULT¹ travailla trois ans chez LAUD, apothicaire du DUC D'ORLÉANS, un an encore chez l'apothicaire du Corps de Cavalerie et enfin une dernière année chez LA RIVIÈRE, Docteur Régent, professeur de Pharmacie à la Faculté : c'est donc au bout de sept ans qu'il put chercher à s'établir à *Melun* (1775).

ROBERT BERTON devint apothicaire à *Dreux* en 1768, après environ neuf ans d'études.

Comme à *Melun*, il fallait sept ans d'apprentissage à *Beaumont-sur-Oise*, ce que nous montre l'exemple de JEAN-BAPTISTE DAVID², tandis qu'à *Beauvais*, ANDRÉ CAUCHY ne put devenir maître qu'après quatre ans d'apprentissage proprement dît et six ans de compagnonnage, conformément au règlement de 1628, qui se passent entre un apothicaire de *Cambrai*, un autre de *Paris*, un troisième de *Saint-Germain-en-Laye* et enfin l'apothicaire des Camps et Armées du Roi, à *Paris*, le Maître LACASSEIGNE.

Enfin, dernier exemple tiré des Statuts conférés aux Apothicaires d'*Etampes*³ en 1641, l'apprentissage en cette ville était de quatre ans continus :

...nul dorénavant sera reçu et se présentera pour être Maître et tenir boutique en ladite ville et faux bourgs s'il n'y a fait apprentissage et demeuré chez les Maîtres d'icelle ville par l'espace de quatre ans continus...

ALEXANDRE MARESCAULT⁴ nous a déjà montré que l'apprentissage entier peut ne pas se faire chez un apothicaire tenant boutique : le fait est plus net encore avec ROBERT BERTON qui passa tout son temps d'étudiant dans les hôpitaux de l'armée, sous la direction de BAYEN, apothicaire major des Armées du Roi.

La question avait d'ailleurs été réglée quelques années auparavant à l'occasion d'un procès entre

1. *Fac. Ph. Arch.* Registre 24.

2. *Fac. Ph.* Dossiers non classé.

3. *Bibl. Nat.* Manuscrit Fr. 26.463.

4. *Fac. Ph. Loc. cit.*

l'apothicaire LÉTANG¹ et les chirurgiens VIÈ et FOURNIER et l'épicier GUYARD. Ces derniers prétendaient que la réception de LÉTANG était irrégulière : on lui objectait

L'arrêt du Règlement de 1757, pour prétendre

qu'il aurait dû faire 4 années d'apprentissage chez un Apothicaire; il suffit qu'il ait employé quatre ans tant en apprentissage qu'en exercice de la profession chez des Maîtres ou dans les hôpitaux : tel est l'esprit du règlement.

(Arrêt de la Cour du Parlement de Rouen du 17 juillet 1757.)

Cependant l'habitude était que l'apprentissage complet se fît chez le même maître et d'une façon générale l'apprenti ne pouvait changer sans une permission toute spéciale de celui qu'il quittait. A ce point de vue, l'élève apothicaire était plus ou moins confondu avec le serviteur, ce qui s'explique par le fait que certains parmi ces derniers passaient une sorte d'examen (Statuts de 1641 des apothicaires d'*Etampes*) et devaient pouvoir tenir l'officine dans le cas où l'apothicaire décédait : la confusion a à peine cessé d'exister.

LÉTANG ayant gagné son procès, il faut bien admettre que l'apprentissage qu'il avait fait en partie chez les Maîtres Apothicaires HENNIQUE PÈRE, puis chez TREVERET et enfin à l'Hôpital Général, avait toute sa valeur quant à l'accession à la maîtrise.

L'entrée en apprentissage ne se faisait pas sans formalités : il ne faut pas s'en étonner si l'on songe que sa date était de première importance; les parents de l'apprenti intervenaient et l'on voit très bien le père de famille accompagné de son candidat de fils aller trouver le Maître Apothicaire pour débattre avec lui de cette importante affaire et mettre sur pied le contrat d'apprentissage. Tout passé, tout examiné, on allait de conserve chez le notaire pour mettre offi-

1. *Fac. Ph. Man.* 20.210.

ciellement, noir sur blanc, ce qui avait été convenu; on passait à la caisse, et sous le signe de la loi et des finances — *nil novi sub sole* — naissait un apothicaire.

Voici d'ailleurs comment les choses se passèrent pour DE GUIENNE¹, de *Vitry*, et comment elles devaient se passer pour ses pareils, d'après son contrat d'apprentissage.

« Par devant les notaires et tabellions royaux au bailliage de *Vitry-le-François* y demeurant qui ont signé la minute des présentes eux-mêmes en personne, Maître TOUSSAINT DE GUIENNE, substitut de Mgr le Procureur Général en la Mairie Royale d'*Helmeurapt*, demeurant audit lieu : Etant aujourd'hui en cette ville de *Vitry*, lequel reconnaît avoir fait le marché d'apprentissage pour TOUSSAINT-JEAN-AUGUSTIN DE GUIENNE son fils âgé de vingt ans et de son consentement, et qui ont commencé à courir le 26^e de juin de la présente année, deux années consécutives suivant l'une l'autre et qui finiront ce pareil jour, avec le sieur VINCENT LEFEBURE, apothicaire demeurant audit *Vitry*, à ce présent acceptant, savoir : Ledit sieur LEFEBURE se soumet et oblige de nourrir et blanchir ledit DE GUIENNE fils et lui apprendre pendant ledit temps de deux années la profession d'apothicaire et tout ce qui en dépend sans lui en rien celer ni cacher pour le rendre capable de l'exercer si faire se peut au bout des dites deux années; à condition que ledit DE GUIENNE fils se rendra assidu et obéira ledit sieur LEFEBURE en tout ce qu'il lui commandera concernant ladite profession, ce qu'il a promis de faire, sans pouvoir s'absenter par libertinage ou autrement;

« Le présent marchet, fait moyennant la somme de 400 livres pour ledit temps. S'il survient la mort dudit apprenti dans la première année de son apprentissage, ledit sieur LEFEBURE ne pourra prétendre que celle de 200 livres; arrivant ce soit par libertinage six mois après la première année, ledit sieur DE GUIENNE père sera tenu de payer outre les 200 livres.

1. *Fac. Ph. Dossier 74. Bibl. Nat. Manuscrits Fr. 14.821.*

ci-dessus, celle de 120 livres pour dommages-intérêts. S'il arrivait aussi que ledit apprenti pendant le cours dudit temps de deux années vienne à tomber malade chez ledit sieur LEFEBURE plus de deux jours, il sera payé audit sieur LEFEBURE par ledit sieur DE GUIENNE père... les bouillons et médicaments qui seront servis audit apprenti suivant le mémoire qui en sera fait; au lieu que le retirant de chez lui pour le faire soulager et médicamenter pendant les maladies qui pourraient lui survenir, il ne sera tenu que de faire remplacer chez ledit sieur LEFEBURE le temps qu'auront duré les maladies. »

.....

Un autre papier attestait de la fin de l'apprentissage. Plus de notaire cette fois, mais des signatures légalisées et un certificat de bonnes vie et mœurs qu'il fallait bien attendre si l'on considère les précautions prises dans le contrat.

Le certificat qui suit a été établi pour JEAN-BAPTISTE DAVID à *Beaumont-sur-Oise*¹.

« Je, soussigné, docteur en Médecine et Médecin des Hôpitaux, certifie que depuis six années que je pratique la Médecine en cette ville, le sieur JEAN-BAPTISTE DAVID a toujours été chargé de l'exécution de mes formules, qu'il l'a fait avec toute la probité et la connaissance requises, qu'il a exercé cette partie longtemps auparavant sous Monsieur son père, marchand droguiste en cette ville et y exerçant la pharmacie, en foi de quoi je lui ai délivré ce présent certificat.

« Fait audit Beaumont, ce 27 août 1768.

« VIÉ, D. M. »

« Nous, NICOLAS PIQUE, conseiller du Roi, bailli et lieutenant de Police au bailliage royal de *Beaumont-sur-Oise*, certifie à tous ceux qu'il appartiendra, que Monsieur VIÉ, qui a délivré et signé le certificat ci-dessus, est docteur en Médecine et demeurant dans cette ville depuis six ans et que foi doit être ajoutée

1. *Fac. Ph.* Dossier non classé.

aux actes qu'il signe et délivre en cette qualité, tant en jugement que dehors; en témoin de quoi nous avons donné le présent.

« Fait audit Beaumont, ce 27 août 1768.

« PICQUE. »

.....

« Nous, Substitut au bailliage royal dudit *Beaumont*, certifions comme dessus que c'est la signature de M. VIÉ ci-dessus et qu'il est médecin résident en cette ville et qu'il ne nous est revenu aucune plainte contre les sieurs DAVID père et fils.

« Fait ledit jour et an. »

.....

Le certificat de baptême qui accompagne ces pièces est, lui aussi, signé par PICQUE.

L'apprentissage était terminé : le candidat à la maîtrise allait désormais chercher à s'installer.

II

L'ACCESSION A LA MAITRISE

La consécration de l'apprentissage est la réception à la maîtrise.

Pour être admis à se présenter, le candidat doit remplir un certain nombre de conditions d'ordre technique et d'ordre administratif.

Il est remarquable que la nationalité française ne soit jamais expressément requise avant 1762, date à laquelle on la trouve dans les statuts de *Versailles* : on demandait, il est vrai, un acte de baptême et rien ne dit que des candidats étrangers n'aient pas été éliminés de ce fait.

Il fallait faire profession de religion catholique : la clause de catholicité est insérée dans les statuts de *Vitry-le-François* (1661)¹.

L'âge n'est pas fixé de façon uniforme : la limite est 25 ans en général, mais elle est abaissée pour les fils de maîtres en exercice.

Enfin — et c'est la condition technique — il fallait présenter un certificat d'apprentissage en bonne et due forme.

A partir de ce moment et jusqu'à ce que sa bou-

1. Cité par BOUVET, H. P. F., p. 101.

tique soit ouverte, le candidat va excéder le cadre professionnel et ses différents actes seront sanctionnés par le Pouvoir Central.

Voici d'ailleurs le protocole des réceptions de Province tel qu'il figure à titre d'aide-mémoire sur l'un des anciens registres de la Faculté de Pharmacie de Paris¹ :

« L'aspirant présente sa requête au Conseil ou Parlement; la requête est accompagnée des pièces justificatives, comme extrait baptistaire, certificat d'exercice en pharmacie légalisé autant que faire se peut; mais la pièce la plus importante est celle qui conte ou qu'il n'y a pas de corporation de pharmacie dans le lieu où il entend exercer, ou qu'il a été refusé par les Maîtres de ce lieu et pour quelle cause. La requête est communiquée aux Prévôts qui doivent y répondre sur papier séparé; on la renvoie au lieutenant de police. L'arrêt une fois obtenu, l'aspirant présente nouvelle requête aux docteurs et professeurs de pharmacie et aux Prévôts du Collège de Pharmacie. Sur l'heure, ceux-ci lui donnent jour pour son examen et un conducteur; ils écrivent aux médecins comme pour les réceptions ordinaires et convoquent le comité en motivant le sujet de la convocation. L'aspirant fait au préalable visite aux médecins et aux Prévôts et leur laisse pareillement un billet de visite et d'invitation : tout cela doit être fait trois jours avant l'examen.

« Dans cet examen, les médecins, les prévôts et six des députés tirés au sort interrogent; on va aux voix par scrutin et le professeur annonce le vœu général au candidat, lequel aussitôt procède à l'exposé de son chef-d'œuvre, qui doit être de cinq opérations au moins, dont deux de chimie et approuvées à l'usage. Trois jours après, on se rassemble après invitation aux médecins et convocation du comité ci-dessus. Le professeur recueille les suffrages, annonce le vœu général et reçoit debout avec le premier prévôt le serment du candidat. On envoie procès-verbal en forme

1. Bibl. Fac. Pharm. Paris. Archives Registre 24.

de lettre du modèle ci-contre et on signe ainsi que l'expédition en parchemin duquel l'appariteur se charge; on y appose un sceau de la Faculté et celui du collège.

« *Dépenses*

L'aspirant donne pour le Roy.	200	livres
Pour le collège	300	—
Pour les examinateurs	400	—
		900 livres

Chaque présent reçoit à l'examen : 3 jetons, valant 6 livres 6.

A l'acte pratique : 3 jetons.

Les présents reçoivent chacun : 36 livres, valant 144.

L'aspirant donne de plus à chaque médecin deux louys; au garçon de bureau, 12 livres ou plus à son gré; à l'appariteur de la Faculté : 6 livres. »

La forme définitive déterminée ainsi est l'aboutissement et la généralisation de deux siècles de jurisprudence. Elle n'a pas toujours été respectée dans tous ses détails.

A *Montlhéry*, en 1619, on trouve trace de l'accession à la maîtrise de JACQUES PATIN¹, de *Chastres* près *Montlhéry*, reçu par les Maîtres et Gardes de Paris sur un certificat de sept ans d'exercice donné par Pierre Le Paulmier, conseiller notaire et Secrétaire du Roi, après une simple interrogation.

Le 30 janvier 1624, le Chevalier LOUIS SEGUIN, Garde de la Prévôté de *Paris*, rendait à l'occasion de l'accession à la maîtrise de FRANÇOIS PUGIER² une sentence qui portait règlement de la maîtrise d'apothicairerie pour *Paris* et ses environs :

Nous ordonnons que ledit PUGIER et autres qui à l'advenir voudront ouvrir à l'advenir (*sic*) boutiques

1. *Fac. Ph.* Dossier non classé. Archives.

2. *Fac. Ph.* Registre 24.

dans la ville, faux bourgs, villages, bourgades et lieux et dans la prévôté et viconté de *Paris*, seront tenus de souffrir l'examen et expérience faits en la présence de l'un des docteurs médecins député par la Faculté de Médecine de Paris pour étant trouvé capable d'exercer l'art d'apothicairerie aux dits lieux qui leur seront députés et désignés par lesdits Maîtres et Gardes et seront tenus souffrir la visitation toutes fois et quantes qu'il sera nécessaire et seront tenus de faire le serment devant nous...

Au même moment, à l'occasion d'une contestation entre les Maîtres apothicaires de *Compiègne* et deux nouveaux confrères, HENRY SERGENT¹ et JACOB LEON, à qui les premiers ne voulaient pas reconnaître la maîtrise, un arrêt de Parlement intervient précisant que l'examen et expérience en l'art d'apothicaire seront faits en présence des Maître Gardes de Paris — « lesquels feront rapport, le tout sans aucun salaire et vacation... » (Arrêt du Parlement du 19 mars 1624.) Les aspirants apothicaires des villes et bourgs non jurés des environs de Paris eurent dorénavant à présenter une requête « promettant de faire les compositions qui leur seront prescrites pour chef-d'œuvre, à ce qu'ils puissent acquérir la maîtrise des lieux où ils sont demeurés ».

Cette requête était faite dans la forme suivante :

« Je, soussigné, reconnais que sur l'assignation qui m'a été donnée le ... à la requête des docteurs de la Faculté de Médecine et professeurs en Pharmacie et Maîtres en garde de l'apothicairerie et épicerie de Paris, ne désirant davantage plaider ni contester, sur le sujet de ladite assignation et requête à moi signifiée le jour que dessus, aussi voulant satisfaire aux règlements portés par les ordonnances, j'ai supplié lesdits sieurs régent, professeurs et maîtres en garde, de me vouloir admettre à faire quelque expérience, et parce icelle leur faire preuve de ma capacité; en foi de quoi j'ai signé la présente soumission, le... »

Le Premier Médecin du Roi intervenait aussi : en

1. *Fac. Ph.* Dossier non classé.

1611, il avait déjà obtenu, en la personne de JEAN HEROUARD, pour lui ou ses commis, « l'intendance sur la médecine, chirurgie et apothicairerie ».

Cela comportait outre le droit de visite et de vérification des lettres de maîtrise, celui de faire partie du jury chargé de recevoir les irréguliers qui voudraient régulariser leur situation :

...et tous ceux qui viendront en toutes les villes et autres lieux de l'étendue du ressort de ladite commune, pour exercer la Médecine

(Le contexte veut que l'on prenne ce terme dans son sens le plus large, c'est-à-dire comprenant chirurgie et pharmacie.)

seront tenus de représenter aux dits intendants commis par ledit HEROUARD le titre de leur profession, soit de bachelier, licencié ou docteur pris en quelqu'une de nos dites universités, et, où ils seraient trouvés sans titres valables, voulons que défenses leur soient faites par lesdits intendants à ce commis, d'exercer la médecine, et s'ils contrevenient nos dites défenses, qu'il soit procédé contre eux, par les juges des lieux, à simple réquisition et sur les procès-verbaux desdits intendants, que les chirurgiens, apothicaires, et autres ne puissent dresser boutique ni exercer l'art de chirurgie et apothicairerie aux dites villes jurées qu'au préalable ils n'aient fait apparaître aux dits médecins intendants les lettres de leur maîtrise, et s'ils n'en n'ont pas, voulons qu'ils soient tenus passer l'examen en public par devant lesdits intendants et Maîtres jurés, y appelés si bon leur semble les autres médecins des dites villes pour être par ces intendants reçus et admis en l'exercice de leur état, s'ils en sont trouvés capables, en faisant le serment en tel cas requis et accoutumé...

Sans doute, une telle ingérence dans les affaires des apothicaires n'alla pas sans récriminations : c'était en particulier donner le pas à la médecine sur la pharmacie et il ne faut pas s'étonner que les apothicaires fassent opposition à l'arrêt du Parlement et à

leur tour présentent une requête à être maintenus dans leurs droits et privilèges.

...ils supplient humblement la Cour leur permettre de déduire leurs intérêts, qui est que les suppliants la Cour que suivant les arrêts, il soit dit et ordonné, premièrement qu'en toutes villes de ce royaume, généralement quelconques où il n'y (a) maîtrise et jurande d'apothicaires établies, il n'y pourra être... et qu'il sera procédé à la maîtrise et réception des apothicaires tant de la maîtrise de Paris qu'autres villes où il y a jurés en la manière accoutumée sans aucune dérogation aux statuts des communautés de chacune des dites villes et arrêter... et quant aux autres villes et lieux où n'y a maîtrise pour en regard de toutes les villes bourgs et lieux étant au-dedans de la prévôté et viconté de Paris, requièrent les suppliants qu'il plaise à la Cour les conserver en leurs privilèges et possessions qui sont que tous les examens, expériences et réceptions des aspirants à l'exercice dudit art d'apothicairerie en toutes lesdites villes bourgs et bourgades d'icelle prévôté et viconté de Paris, où il n'y a maîtrise ont toujours été faites par deux Maîtres et Gardes apothicaires de ladite ville de Paris avec deux docteurs députés par la Faculté de Médecine de ladite ville seulement et sans que ledit Premier Médecin y ait pu mettre aucun commis lesquels jugent ensemble de la capacité ou incapacité des aspirants à l'exercice des dits états... après qu'il a été interrogé par iceux gardes sur... préparations, connaissances des simples et autres choses qui concernent ledit art d'apothicaire, fait l'exposition qui leur est baillée par lesdits gardes apothicaires qui sont tenus en faire rapport en justice et en la présence des médecins à ce député et non d'autres pour ce fait être approuvés et sans toutefois que les dits approuvés puissent prétendre d'être maîtres ni avoir pouvoir d'exercer ledit art d'apothicairerie en ville jurée... C'est pourquoi les suppliants demandent à être conservés en leurs dits droits, privilèges et possessions au milieu de ladite prévôté et viconté de Paris, sans que ledit premier médecin et à part son commis et député ils ne puissent être; ni qu'il puisse prétendre aucun droit et pour le record des examens, expériences; approbations et visitations des autres provinces en le royaume, que si elles

se font par les députés et commis dudit premier médecin... que la Cour trouve bon et juge raisonnable, ...en y appelant néanmoins un ou deux jurés apothicaires de la ville la plus proche du même bailliage que le leur où se fera l'établissement soit procédé par eux aux réceptions et approbations desdits aspirants et à visitation de leur boutique à l'avenir. Ce considéré, Nosseigneurs, il vous plaise donner acte aux suppliants de ce que pour toute cause d'opposition ils emploient la présente requête, et ce sera justice.

.....

Oppositions, requêtes, appels, rien n'y fit et Hérouard fut confirmé dans ses prérogatives le 21 juillet 1611 : Apothicaires et Chirurgiens dépendaient du Premier Médecin du Roi.

L'arrêt de 1617 consolide cet état de choses, renforçant encore le privilège de JEAN HEROUARD. Alors que jusque-là ne devaient avoir affaire à lui que les apothicaires non reçus régulièrement, dorénavant tous ceux qui voudront exercer devront en tenir le pouvoir de lui-même ou de ses commis.

Voici le texte de l'Edit de 1617 :

Voulons que sur les procès-verbaux dudit sieur HÉROUARD, ou ses commis, soit par les Juges des lieux chacun en droit soit promptement pourvu, et les contrevenans punis des peines portées par nos ordonnances; deffendons très expressément à tous nos juges, Magistrats, Maîtres, Consuls et autres ayant charge dans lesdits villes, bourgs et bourgades, d'introduire, recevoir ni retenir aucune dans icelles pour exercer la Médecine, sans qu'il ait titre valable pris en Université, *ni l'art d'apothicaire, qu'ils n'ayent acte de leur capacité et Jurande dudit sieur Hérouard ou de ses commis*, à peine de privation de leurs charges et de répondre en leurs propres et privés noms, des fautes qui se commettront par la négligence, malice ou ignorance de telles gens sans aveu.

Voulons aussi que les Maîtres Apothicaires qui se trouvent de présent ès dites villes et non encore jurées, ayant été par ledit sieur Hérouard et ses commis trouvés suffisants et capables, et reçus le

serment porté par nos dites Ordonnances, en tel cas requis et accoutumé...

Le but poursuivit par les Conseils du Roi semble avoir été plutôt l'inspection rigoureuse des officines et la répression des illégaux : sans être restés lettre morte, les arrêts n'ont pas été appliqués à la lettre en ce qui concerne les réceptions, mais plutôt suivant l'esprit de l'opposition faite par les apothicaires.

Cela du moins semble découler des procès-verbaux de réception de cette époque. C'est ainsi que CHARLES BATTE¹, exerçant la pharmacie à *Versailles* et voulant devenir Maître, reçut en 1629 permission du Prévôt de *Saint-Germain-en-Laye* de se présenter devant les Maîtres Gardes de Paris, Saint-Germain n'ayant établiement de maîtrise ni aucun maître dudit art.

Voici les lettres patentes qu'il obtint :

A tous ceux qui ces présentes lettres verront, PIERRE REGNAULT, Conseiller du Roy notre Sire, prévost juge et garde pour Sa Majesté de la Prévôté Royale de *Saint-Germain-en-Laye*, Salut. Sçavoir faisons que ce jourd'hui, date de ces présentes, comparant en jugement devant nous honorable homme FRANÇOIS DU CAMBRAY, marchand et maître apothicaire et l'un des Gardes de l'Apothicaierie de la Ville et Prévosté et Viconté de Paris, assisté de honorable homme NICOLAS FOURANT aussi Maître Apothicaire et espicier à Paris, lequel à la requête de CHARLES PATTÉ, apothicaire audit *Saint-Germain* et suivant la commission permission par lui obtenue le neuvième du présent mois d'avril portant pouvoir pour ledit PATTÉ de se pourvoir vers les Maîtres Gardes Apothicaires de Paris pour prester l'examen et être ouï sur le fait d'apothicaierie, nous a ledit DU CAMBRAY présenté un certificat des autres Maîtres et Gardes de la Ville, Prévosté et Viconté de Paris contenant lesdits Maîtres et Gardes de Paris avoir examiné ledit PATTÉ ainsi qu'il est requis lui avons baillé chef-d'œuvre dudit Art d'Apothicaierie lequel aurait été bien et dument dispensé et parachevé par ledit PATTÉ en la présence desdits Maîtres, lesquels ils auraient arrêté

1. *Fac. Ph.* Dossier AO.

reçu pour exercer ledit art d'Apothicaiererie audit *Saint-Germain*, comme plus au long se continue audit certificat en date du 26^e avril an présent 1629 signé GUILLAUME LAMBERT DU CAMBRAY et HUBERT DU CAMBRAY a été par les dits autres Maîtres et Gardes député pour nous présenter ledit certificat, ce qu'il a fait en la présence dudit FOURANT, conducteur dudit PATTÉ en ladite Maîtrise et aussi en la présence de M. MICHEL TOUTIN, docteur de la Faculté de Médecine de Paris, de laquelle présentation dudit certificat nous avons donné lecture aux dits DU CAMBRAY et PATTÉ et ordonné que scellés certificat ensemble le présent acte seront communiqués au Procureur du Roy pour lui ouy ordonner ce que de raison. Ce fut fait et donné en jugement audit *Saint-Germain* par nous prévost et juge et garde susdit, le lundy trentième jour d'avril 1629.

La Faculté de Médecine est représentée, mais non le Premier Médecin du Roi : on le retrouvera cependant ultérieurement.

Lorsque le candidat recevait avis que sa requête à subir l'examen était acceptée, et qu'il lui était donné jour, il y répondait par une promesse de bien et dûment exécuter son chef-d'œuvre. C'est dans ces conditions que JACOB LÉON et HENRY SERGENT¹, de *Compiègne*, demandent le 27 mars 1624 à parfaire l'un l'électuaire catholique double de rhubarbe, l'extrait des bois santiaux et la même préparation sous forme de tablettes, l'autre le *Philonium Romanum* et l'électuaire de diarrhodon.

Vers 1630, il semble qu'une nouvelle formalité s'ajoute aux autres ou peut-être seulement qu'il y ait une modification de la promesse précédente.

On trouve en effet le 17 mars 1634 un engagement souscrit par JACQUES CABOCHE², apothicaire à *Dammartin-en-Goële*, où il spécifie qu'il ne désire « plaider ni contester sur ladite assignation », donnée à la requête des docteurs de la Faculté de Médecine des

1. *Fac. Ph.* Dossier AO.

2. *Arch. Nat.* Y. 213.

Maîtres et Gardes de l'Apothicaiererie de Paris... avant de faire sa promesse d'exécution de chef-d'œuvre.

Le compte rendu de la réception d'ETIENNE DES-NOIS¹, de *Dreux*, en décembre 1653, ne serait en rien remarquable s'il n'était le premier parmi ceux qui ont été étudiés ici, où l'on relève que le chef-d'œuvre doit être exécuté en la maison du conducteur, en l'occurrence PHILIPPE RAUGEY, Maître Apothicaire à Paris.

Il n'est toujours plus question du Premier Médecin du Roi.

Un siècle se passe qui correspond au siècle de Louis XIV et qui semble sans histoire pour les apothicaires. La paix intérieure du royaume se retrouve dans chaque corporation, et celle des apothicaires n'eut même pas à s'inquiéter des deux grandes affaires du règne : la déchéance de Fouquet et la Révocation de l'Edit de Nantes.

En 1755 on retrouve à travers les actes de GABRIEL VILLETTE², d'*Evreux*, aspirant à la maîtrise en cette ville, le même protocole. Les lettres patentes qu'il obtint sont délivrées par le Doyen de la Faculté de Médecine assisté des Professeurs de Pharmacie : les Maîtres Gardes Apothicaires n'interviennent plus que pour l'examen proprement dit. La rédaction est plus précise, comme on s'en rendra compte par les extraits suivants :

...Sur la requête à nous présentée par GABRIEL VILLETTE, natif de la ville de *Verneuil*, diocèse d'*Evreux*, il déclare qu'il a fait apprentissage de quatre années, chez le docteur CHAMBRAN, marchand droguiste à *Verneuil*, lequel était en possession de vendre les médicaments tant simples que composés, que depuis près de vingt ans il vit et distribue avec bonheur et probité tous les médicaments et compositions qui appartiennent à la pharmacie, comme il appert par les témoignages de M. CLAVIER, conseiller du Roy et son Procureur au bailliage de *Verneuil*, des maires et échevins de ladite ville et des personnes de tous les ordres qui ont souvent em-

1. *Fac. Ph.* Dossier 27.

2. *Fac. Ph.* Registre 24.

ployé ses remèdes, qu'il professe la religion catholique, apostolique et romaine, que dans la ville où il demeure il n'y a de jurande ou maîtrise de pharmacie, qu'il désire enfin subir devant nous les examens ordinaires, faire le chef-d'œuvre accoutumé et en conséquence être reçu par la Faculté de Médecine de Paris, s'il est jugé capable, d'exercer en pleine liberté l'art de pharmacie dans la ville de *Verneuil* et ressorts; à ces causes ledit GABRIEL VILLETTE nous ayant requis nos jour et heure, pour ce fait nous nous sommes assemblés sur les neuf heures du matin dans la maison du sieur ANTELME JEMAND, Maître Apothicaire de cette ville, sise place Maubert, le samedi 13^e jour de décembre 1755, pour conjointement avec les gardes apothicaires espiciers de cette ville, interroger ledit GABRIEL VILLETTE, assisté dudit sieur ANTELME JEMAND, son conducteur sur la connaissance des drogues simples ainsi que sur la préparation des médicaments composés qu'il emploie en médecine, avec quelques demandes et interrogations; ayant été amplement et duement par lui satisfait, nous lui avons fait ensuite exécuter six compositions, lesquelles compositions ayant été faites en notre présence et celles des sieurs VASSALLE, PHILIPPE et RICHARD, tous actuellement jurés en garde des Maîtres apothicaires de Paris nous les avons pris et duement examinés, et après les voix et suffrages ont été pris et recueillis par Maître HUGUES CAPET, l'ancien professeur de pharmacie, sur les réponses dudit GABRIEL VILLETTE et sur l'exacte exécution desdites compositions et opérations, et après aussi qu'il nous a paru son extrait baptistaire et par la déclaration verbale et par écrit, qu'il est de religion catholique, apostolique et romaine, vu un acte de ... passé devant LOUIS-JEAN-BAPTISTE CHENELLES, notaire royal, en la ville de *Verneuil* en date du cinq décembre à la présente année, duement légalisée le six du même mois et par lequel il appert que ledit VILLETTE, a fait son apprentissage pendant l'espace de quatre années consécutives, chez le feu sieur LEMBLOIS, marchand droguiste à *Verneuil*, lequel était en possession de vendre des médicaments simples et composés, vu le témoignage du sieur HENRY CLAVIER, conseiller du Roi et son Procureur au bailliage de *Verneuil* sur la promesse et la..... dudit VILLETTE, considéré surtout qu'il convenait

multiplier les secours de la pharmacie dans la ville de *Verneuil* et ressort, et de mettre à l'abri de tous troubles et querelles l'établissement d'un sujet qui a mérité par de longs services l'estime de ses concitoyens, comme il conte par les certificats honorables à lui remis par les Maires et Echevins de la ville de *Verneuil* en date du 4 décembre de cette année, et aussi de ceux d'un grand nombre de personnes notables qui ont employé souvent les remèdes dudit VILLETTE, nous avons jugé ledit GABRIEL VILLETTE par ses réponses et opérations tant galéniques que chimiques, capable d'exercer les fonctions de Maître Apothicaire de *Verneuil* et ressort et d'y tenir boutique ouverte et nous l'avons reçu en cette qualité après lui avoir fait faire le serment ordinaire et requis en tel cas, tant et de ce que dessus, nous avons donné acte par les présentes; fait à Paris dans les écoles supérieures de la Faculté le Samedi 13 décembre 1755.

Signé : CHENELES,
Doyen de la Faculté de Médecine.
CAPET, *professeur en pharmacie.*
FONTAINE, *professeur en pharmacie.*

Pour la première fois aussi, on voit mentionner dans ce document les « Ecoles Supérieures de la Faculté », attestant le développement de l'Enseignement Parisien.

Les progrès en sont plus nettement marqués quelques années plus tard : les réunions du jury et les examens ont pour cadre les Maison, Jardin et Laboratoires des Maîtres Apothicaires de Paris, sise rue de l'Arbalète, faubourg Saint-Marcel, ainsi qu'il apparaît des actes passés en mars 1766 par TOUSSAINT DE GUIENNE, celui-là même que nous avons rencontré comme apprenti et qui allait s'installer à *Saint-Germain-en-Laye*.

Les années suivantes voient des réceptions telles que celles de ROBERT BERTRON pour *Dreux*¹, JEAN-BAPTISTE DAVID pour *Beaumont-sur-Oise*², l'une et l'autre en 1768; ALEXANDRE MARESCAULT, qui eut JEAN-CHARLES DESESSARTZ comme professeur, pour *Melun*³, en 1774, et n'apportent aucun changement.

1. *Fac. Ph. Registre* 24.

2. *Fac. Ph. Loc. cit.*

3. *Fac. Ph. Loc. cit.*

Toutefois, en 1775, ANDRÉ CAUCHY s'installe à Beauvais après avoir eu à faire pour chef-d'œuvre des compositions « toutes tirées du Codex de la Faculté de Paris. »

Dix ans plus tard, le premier médecin du Roi se souvient de ses attributions pour conférer la maîtrise à deux épiciers de *Montereau*:

Sur le vu d'un certificat en faveur de LESCUYER et LESTUMIER¹ délivré le 10 avril 1785 par le médecin CHANORIN de *Montereau*, où il expose n'avoir eu qu'à se louer

de l'intelligence, de l'exactitude et de la probité de ces Messieurs dans la préparation et le débit des drogues médicinales tant simples que composées, qu'ils sont les seuls à qui il confie avec sûreté l'exécution de ses ordonnances que jamais il n'est arrivé chez eux ni erreur ni le moindre qui pro quo...

DE LASSONE, premier Médecin du Roi, représente en date du 11 août 1786 qu'en vertu du privilège attribué à sa charge par lettres Patentes du mois de septembre 1708, il a accordé aux sieurs LESCUYER et LESTUMIER, épiciers droguistes à *Montereau*, deux brevets d'apothicaires portant faculté de vendre et débiter exclusivement à tous autres les drogues médicinales de cet état...

Les réclamations, cette fois, ne viennent pas d'apothicaires, mais... de chirurgiens qui contestent les titres de ceux sans lesquels ils vendaient si bien tous médicaments.

LESCUYER et LESTUMIER se pourvoient au Parlement qui les déboute, non sans les condamner aux dépens.

DE LASSONE reprend l'affaire en mains, cet arrêt attaquant directement les droits de sa charge qu'il a le plus grand intérêt de maintenir.

Quel qu'ait été le résultat de ces démarches, il faut remarquer la teneur des lettres de maîtrise délivrées par le Premier Médecin du Roi.

Voici le Brevet pour M. LESTUMIER:

1. Arch. Nat. Dossiers O¹ 612, V³ 193.

Joseph-François-Marie DE LASSONE, Conseiller d'Etat, premier Médecin du Roy, Intendant Général des Eaux, Baings et Fontaines Minérales et Médicinales de France, à tous ceux qui ces présentes lettres verront, Salut. Ayant plu au Roi Louis XIII par les Edits et Lettres Patentes de 1617, Janvier, Février et Septembre 1619, et au feu Roi Louis XIV, par ses Edits et Lettres Patentes du mois d'avril 1654, octobre 1656, janvier 1658 et septembre 1708, vérifiés au Grand Conseil, et aussi au feu Roi Louis XV, de glorieuse mémoire, par ses Lettres Patentes du Premier Avril 1732, registrées au Grand Conseil, le 15 janvier 1733, portant entre autres choses que conformément aux Ordonnances la Jurande et Maîtrise de l'Art d'apothicaire fût continuée et rétablie dans tous les lieux et villes du royaume où il n'y en a point et l'exécution des Edits et Lettres Patentes ayant été commise à nous et à nos prédécesseurs successivement, qu'étant informés de la nécessité qu'il y a d'établir dans la ville de Montreau-sous-Yonne une personne versée dans ledit art d'apothicaire, le public s'y trouvant intéressé, et qu'elle soit de qualité requise par les édits de nos Rois à cet effet le sieur Joseph Lestumier nous a présenté l'attestation de M. Cornette, docteur en Médecine, et des sieurs Charlad, apothicaire de Monseigneur le Duc d'Orléans et Calmets, apothicaire de la Compagnie Suisse de la Garde de Monsieur Frère du Roy en datte du 27 may 1785, portant qu'en conséquence de notre commission il a subi les examens à leur satisfaction et qu'il a les qualités et connaissances requises pour exercer l'art de Pharmacie, étant d'ailleurs instruit qu'il est de la Religion catholique, apostolique et romaine, nous en vertu du pouvoir à nous donné par les dits Edits et Lettres Patentes énoncées ci-dessus, avons reçu et recevons ledit sieur Joseph Lestumier, Maître apothicaire juré pour exercer la pharmacie, demeurer et tenir boutique ouverte en ladite ville de Montreau-sous-Yonne. Jouir par luy dorénavant de tous les droits, honneurs, privilèges et prérogatives de maîtrise et jurande dont jouissent ou doivent jouir les autres apothicaires. Luy enjoignons de garder et observer exactement les Ordonnances Royaux, arrêts et règlements faits pour ledit art de pharmacie sous les peines portées par iceux; lui deffendons d'entreprendre le traitement d'aucune

maladie interne ou externe, ny administrer dans les maladies aucun remède qui ne lui apparaisse de l'Ordonnance des Médecins ou Billets des Chirurgiens, ceux-ci en ce qui les concerne; faisons aussi deffenses à toutes personnes de délivrer ny administrer aucun remède dans ladite ville et paroisses en dépendant, sans en avoir obtenu de nous le pouvoir à telle peine que de droit; requérons M. le juge de Police de Montreau-sous-Yonne de tenir la main à l'exécution des présentes que ledit sieur Lestumier sera tenu de faire enregistrer au Greffe dudit lieu et de prêter le serment en tel cas requis entre les mains de M. le juge de Police, en foi de quoi nous avons signé ces présentes, fait contresigner par notre secrétaire ordinaire et sceller apposer le sceau de nos armes. Donné à Versailles, le Roy y étant, le 1^{er} juin 1785. Signé Lassone et plus bas par M. le Premier Médecin du Roy, signé de la Tour, D. M. M.

L'enregistrement a eu lieu le 15 juin suivant.

La Révolution venue, les corporations bouleversées avant que d'être supprimées, les institutions demeurent encore, sans doute allant s'effritant. Mais le résultat de plusieurs siècles de travail et d'organisation ne s'efface pas du jour au lendemain. En l'an IV de la République, il n'y a plus de doyen, plus de Faculté, plus de professeurs, plus d'Hôtel-Dieu, mais des ci-devants, et des « ex », un grand hospice d'Humanité... et la forme demeure, à l'exclusion bien entendu, de toute clause de catholicité, témoin cet acte de capacité de pharmacien remis au citoyen ROSE, pour *Vernon*¹.

L'AN 4 DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
UNE ET INDIVISIBLE

Nous soussignés officiers de santé, réunis au collège de Pharmacie de Paris, rue de l'Arbalète, section de Saint-Marcel, savoir : les citoyens CLAUDE VAURAN, ex-citoyen de la ci-devant Faculté de Mé-

1. *Fac. Ph. Registre 24.*

decine de Paris, NICOLAS LEVESNE, ex-professeur de pharmacie de ladite Faculté, JOSEPH BAILLOT, JEAN-NICOLAS TRUFFON, JEAN-PIERRE DUFON et JEAN-BAPTISTE VACCO, prévôts en exercice dudit collège, sur la requête à nous présentée par ledit citoyen JACQUES-MARCEL ROSE, âgé de 24 ans, natif de Saint-Marcel, département de l'Eure, tendant à ce qu'il soit admis à faire preuve de capacité en subissant les examens d'usage tant en théorie qu'en pratique pour être par nous jugé capable d'exercer la profession de pharmacien dans la ville de *Vernon*, département de l'Eure, ledit citoyen nous ayant préalablement exhibé les certificats qui constatent la bonne vie et mœurs, et 6 années d'exercice dans notre officine et au grand hospice d'Humanité de Paris, toutes les pièces ayant été reconnues par nous bonnes et valables, nous avons assigné audit citoyen ROSE le jour et heure de son premier examen...

qui a été fixé au présent mois le neuf à neuf heures du matin, pour être interrogé sur la chimie et pharmacie, son 2^e examen le même jour à cinq heures de relevée, pour la matière médicale et la botanique, et son 3^e le douze suivant à neuf heures du matin, pour exécuter en notre présence sept compositions tant chimiques que galéniques tirées du Codex de la Faculté de Paris.

...Ledit citoyen ayant pleinement satisfait tant aux interrogations qui lui ont été faites par nous qu'à l'exécution des compositions et, jugé tel d'après nos examens et après avoir recueilli les suffrages de nos soussignés, que des membres du comité administratif dudit collège convoqué à cet effet, nous l'avons unanimement jugé capable d'exercer la profession de pharmacie dans la ville de *Vernon*, département de l'Eure, et après lui avoir fait prêter serment accoutumé dont et de ce que dessus nous lui avons donné acte par ces présentes scellé du sceau du collège de pharmacie le 12 du présent, l'AN 4 DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, UNE ET INDIVISIBLE, ainsi nommée.

Toutes les réceptions ne se passaient pas aussi rapidement que celles qui ont été étudiées jusqu'à maintenant et il surgissait parfois des difficultés qui obligeaient à aller en justice; tel fut le cas de FRAN-

ÇOIS CARDOULX de Melun¹, qui dut plaider pendant 6 mois contre les gardes de sa ville.

C'était cependant l'exception, comme était aussi une exception très rare le refus d'un candidat²: ce n'était assurément qu'avec le développement de l'enseignement technique que devaient se multiplier les chances d'insuccès.

De tout ce qui précède, il ressort que l'accession à la maîtrise se faisait dans l'Ile de France devant la Faculté de Médecine de Paris avec l'assistance des Maîtres Apothicaires jurés de cette ville.

1. *Fac. Ph.* Dossier non classé.

2. Bouvet. *Loc. cit.*

III

APOTHICAIRES ET CHIRURGIENS

Les Chirurgiens des ^{xvi}e, ^{xvii}e et ^{xviii}e Siècles n'étaient pas, comme de nos jours, des médecins spécialisés, mais des praticiens dont les attributions étaient paramédicales et parapharmaceutiques : ils traitaient les blessures, ulcères, fractures, tumeurs, en déterminant à la fois le diagnostic et la thérapeutique qu'ils dispensaient sous forme d'onguents, liniments, et autres remèdes externes. Il est facile d'imaginer comme ils pouvaient facilement empiéter sur les domaines du médecin et du pharmacien. Leur culture, par ailleurs, était moins générale que celle de ceux-ci, particulièrement au début de la période envisagée, où, en tant que barbiers chirurgiens, ils étaient classés dans les professions manuelles : c'est au milieu du ^{xviii}e siècle seulement qu'ils furent admis dans les professions libérales.

Pour ces faits, on imagine volontiers que les relations entre chirurgiens et médecins ou apothicaires n'étaient pas très cordiales et que lorsque le dédain n'y présidait pas, la plupart des lettres entre eux devaient se porter par le truchement des hommes d'affaires. Ou bien l'on se faisait procès, ou bien l'on se gaussait de bévues, commises sans doute, mais

considérablement grossies certainement. La moquerie ne devait pas être le fort des apothicaires, dans la circonstance: ne s'ajoutait-il pas à l'ennui moral un inconvénient matériel certain et la bourse est toujours sensible.

Les Lettres Patentes obtenues par HÉROUARD, Premier Médecin du Roi, en 1611 et qui ont déjà été citées en ce qu'elles ont trait aux examens de Maîtrise, montrent que l'exercice de la Pharmacie par les chirurgiens était au rang des préoccupations du Gouvernement dès 1596. Chirurgiens barbiers et apothicaires y sont en aussi mauvaise place, sinon en aussi mauvaise passe: on se souvient en effet que les précautions prises à leur encontre furent confirmées par l'Edit de 1617.

Cependant, dans tout le courant du XVII^e siècle, on trouve peu de traces de différends aigus: il faut peut-être en voir la raison dans le nombre restreint de praticiens. Toutefois, en 1630, les Maîtres Gardes de Paris ont à connaître d'un procès entre un apothicaire de Montlhéry, NICOLAS ROGIER, et JEAN MOREAU, se disant apothicaire à *Chastres* près de Montlhéry. ROGIER demande l'interdiction de MOREAU pour ce

qu'il est de leur intérêt et du public d'empescher que quelque personne qu'il soit ne se mêle de distribuer des drogues et médicaments concernant la pharmacie...

Une autre affaire eut lieu à *Beauvais* en 1658: les apothicaires furent amenés à adresser à leurs confrères gardes jurés de Paris la requête suivante:

Beauvais, ce 4^e juin 1658.

Messeigneurs,

Notre communauté des apothicaires de cette ville de *Beauvais*, depuis quelque temps se voit lésée par les barbiers et chirurgiens d'icelle et des environs lesquels entreprennent de plus en plus sur nous et sur la pharmacie, à notre détriment et au grand préjudice du public, nous a donné sujet de faire

saisir sur l'un d'iceux que les drogues et compositions internes; pour quoi est intervenue sentence par laquelle le sieur Lieutenant Général du Siège Présidial de cette ville a ordonné qu'elles seraient envoyées en votre bureau à Paris pour par tous en faire la visite et la rapporter par devant Monsieur le Prévôt ou son Lieutenant civil et icelui fait être rapporté par devant (nous) pour être fait droit aux parties et pour à quoy parvenir nous avons sollicité le greffier d'en faire l'envoi, ce qu'il a fait ce jourd'hui par le message ordinaire de notre ville dans une caisse qu'il a adressé à votre bureau, nous avons pris la liberté de vous faire la présente et vous prions de vouloir agréer que votre dit bureau en fasse la garde jusqu'à ce que les députés de notre communauté ayant l'honneur de vous voir et vous porter l'acte et de nous vouloir conserver notre bon droit en... et nous obligerez non seulement notre susdite communauté, mais aussi tout le public et resterons

Vos très humbles apothicquaires.

(suivent les signatures)

Le jugement du Présidial de *Beauvais* autorisant la saisie et l'expertise apprend que le chirurgien incriminé était CLAUDE JOURDIN¹.

La lutte devient plus vive au XVIII^e Siècle.

En 1730, les chirurgiens avaient obtenu leurs statuts. Ils comportaient en ce qui concerne les chirurgiens de province l'indication que l'aspirant, le deuxième jour de son examen, serait interrogé par le lieutenant du premier chirurgien, le prévôt et deux maîtres tirés au sort par le lieutenant, sur les médicaments simples et composés tels que: émollients, adoucissants, résolutifs, tels qu'ils conviennent dans les différentes maladies et sur les vertus et effets des emplâtres de différente nature, cataplasmes, fomentations. Le programme limitatif de leur instruction semble montrer que ces praticiens ne devront exercer la pharmacie que lorsqu'il ne pourra en être autrement.

Malgré cela, les positions n'étaient pas suffisam-

1. *Fac. Ph.* Dossier AO.

ment fixées. Une affaire s'élève en 1734, à *Saint-Germain-en-Laye*, entre THÉOPHRASTE TRIPIER et ANTONIN RICHARD, maîtres chirurgiens, et CHARLES LORITE et PIERRE VISSAC¹, maîtres apothicaires.

Un jugement du Lieutenant de police de *Saint-Germain-en-Laye* donne raison aux apothicaires :

Deffenses avaient été faites auxdits Tripier, Richard et à tous autres, de plus à l'avenir tenir boutiques d'apothicaires, composer et vendre aucuns remèdes dans l'étendue de la ville de Saint-Germain-en-Laye et dépendances... et serait ladite sentence lue, publiée et affichée...

Les chirurgiens vont en appel, ce à quoi leurs adversaires répondent par une requête de non recevabilité de l'appel. Le duel continue et ne prend fin que le 2 juin 1740 par un arrêt du Parlement dont il est intéressant de reproduire les conclusions parce qu'elles précisent les situations réciproques des apothicaires et des chirurgiens :

NOSTRE DITE COUR faisant droit sur le tout a mis et met l'appellation et ce au néant, émendant, ordonne que conformément aux Arrêts et Règlements de notre dite Cour du 29 juillet 1671 et 8 juillet 1739, les chirurgiens de la Ville de *Saint-Germain-en-Laye* pourront traiter les tumeurs, playes, ulcères, fractures et luxations tant par opération de la main que par application des remèdes extérieurs nécessaires aux dites opérations, qu'à cet effet ils pourront faire et avoir chez eux cautères, emplâtres, onguens, linimens, baumes et poudres convenables auxdites opérations, sans toutefois qu'ils puissent les vendre ni débiter autrement; leur fait deffense d'entreprendre et exercer la pharmacie, ni donner aucunes potions laxatives, altératives ou confortatives, à la réserve néanmoins des maladies vénériennes et secrettes. Fait pareillement deffense auxdits LORITE, VISSAC et autres Apothicaires d'entreprendre et exercer la chirurgie ni de faire aucune des opérations manuelles ci-dessus attribuées aux chirurgiens; leur permet de tenir dans leur boutique, vendre et débiter les drogues et mé-

1. *Fac. Ph. Archives* Dossier 20.213.

dicaments simples ou composés, internes et externes, servans à la Médecine, même ceux ci-dessus permis aux chirurgiens; sur le surplus des autres demandes fins et conclusions met les parties hors de Cour; condamne lesdits Corps et Communautés des Maîtres Chirurgiens de la Ville de Saint-Germain-en-Laye en la moitié de tous les dépens envers les dits LORRE et VISSAC, l'autre moitié compensée; ordonne que le présent arrest sera lu, publié et affiché partout où besoin sera. Si mandons mettre le présent arrest à exécution suivant sa forme et teneur...

Quelques années plus tard, les apothicaires de cette ville, qui se font désormais recevoir à *Versailles*, obtiennent des Lettres de Maîtrises, comme celle-ci, accordée le 12 juillet 1773 à RAYMOND GROS :

Jean Senac, Conseiller ordinaire du Roy en ses Conseils d'Etat et privé, Premier Médecin de Sa Majesté, Surintendant général des Eaux et Fontaines minérales et médicinales du Royaume, à tous ceux qui ces présentes lettres verront, Salut. Ayant plu au Roi Louis XIII, par ces Edits et Lettres Patentes du mois de Avril 1617, Janvier, Février et Décembre 1619 et au feu Roy Louis XIV de glorieuse mémoire par ses Edits des mois d'Avril 1654, 8 Octobre 1655 Janvier 1658, Lettres Patentes du mois de Septembre 1708, enregistrées en Parlement le dernier Mars 1709 de donner pouvoir à son Premier Médecin et à ses successeurs en ladite charge d'établir la Jurande et Maîtrise de l'Art d'Apothicaire dans tous les lieux et villes du Royaume où il n'y en a point et qu'il soit par eux accordé des lettres de maîtrise dudit art, lesquelles auraient la même exécution que si elles étaient émanées des jurandes et de la personne du Roy, l'exécution des dits Edits et Lettres Patentes susdits ayant été commise à nos prédécesseurs et à nous successivement, nous en vertu dudit pouvoir et étant informé des bonne vie, mœurs, probité, religion catholique, apostolique et romaine du Sieur RAIMOND GROS ou de surplus son acte d'apprentissage, ses certificats de sa vie chez des maîtres apothicaires jurés, ensemble le Procès-Verbal des Examens et Chef-d'œuvre faits en conséquence de notre Commission

du 26 Avril dernier des sieurs DEHAYE, docteur en Médecine, CORION et PRAT, maîtres apothicaires de la Ville de Versailles; avons reçu et recevons ledit sieur RAIMOND GROS, Maître Apothicaire Juré pour exercer l'art de Pharmacie dans la Ville de *Saint-Germain-en-Laye*, y demeurant et tenir boutique ouverte, jouir par lui dorénavant de tous les droits, honneurs, privilèges, prérogatives de Maîtrise dont jouissent ou doivent jouir les apothicaires jurés¹.

Etampes connut aussi des difficultés que l'on trouve évoquées en 1764 dans un mémoire présenté à l'occasion d'un différend entre les apothicaires et les Chirurgiens de *Versailles*. Il est rappelé que le 29 juillet 1671, la Cour a rendu un arrêt contre les chirurgiens d'*Etampes* qui alléguaient cependant dans leur requête « une possession et jouissance paisible et immémoriale ». Cet arrêt est confirmé le 8 juillet 1739:

Les chirurgiens d'*Etampes* pourront traiter les tumeurs, plaies, ulcères, fractures et luxations, tant par opérations de la main que par application des remèdes extérieurs nécessaires aux dites opérations : qu'à cet effet ils pourront faire et avoir chez eux cautères, emplâtres, onguens, linimens, baumes et poudres convenables aux dites opérations, sans toutefois qu'ils puissent les vendre ni distribuer autrement.

Leur fait défense d'entreprendre et exercer la pharmacie ni donner aucune potion laxative, altérative ou confortative, à la réserve néanmoins des maladies vénériennes ou secrètes.

Fait pareillement défenses aux Apothicaires d'entreprendre et exercer la chirurgie ni de faire aucune des opérations manuelles ci-dessus attribuées aux dits chirurgiens : leur permet de tenir dans leurs boutiques, vendre et débiter les drogues et médicaments simples et composés, internes et externes, servans à la médecine, même ceux ci-dessus permis aux chirurgiens.

Le 30 août 1754, LOUIS LARBON, maître apothicaire, avait obtenu la condamnation d'ANTOINE GRANIER,

1. Archives Départementales de Seine-et-Oise. Série E. Corporations.

chirurgien à *Magny*, lui interdisant toute vente de médicaments.

Un autre procès, quelques mois plus tard, contribue pour une grande part à fixer la jurisprudence.

L'affaire se passait à *Gisors* vers 1755, entre l'apothicaire LÉTANG¹, les chirurgiens VIÉ et FOURNIER et l'épicier GUYARD, dit SAULNIER. Un mémoire dressé par Maître AUBRY, Procureur de Létang, en fait l'historique.

Le demandeur était bien fondé à se prévaloir des privilèges de la Pharmacie; non seulement reçu maître apothicaire à Paris où il avait fait son apprentissage tant chez HENNIQUE PÈRE et TRÉVET qu'à l'Hôpital Général et où il avait suivi les cours de BOURDELIN et de JUSSIEU, mais « ayant eu connaissance de l'arrêt de la Cour de Rouen du neuf février 1743 qui ordonne que les apothicaires qui s'établiront dans son ressort seront examinés et reçus par les gardes apothicaires de la ville la plus prochaine, il s'est encore fait recevoir par le Médecin du roi et la Communauté des Apothicaires de Rouen le 28 février 1755. »

Ses lettres de réception avaient été communiquées au Procureur Général.

L'exercice de la pharmacie avait déjà été interdit aux défenseurs le 23 août 1755: malgré cela, « leurs entreprises sur la profession du sieur LÉTANG augmentant de plus en plus et des accidents multipliés, fruits de leur inexpérience dans l'art de pharmacie, ayant soulevé les esprits, l'indulgence du sieur LÉTANG devenait criminelle aux yeux des habitants de *Gisors*: il a fallu céder aux vœux du public et demander que défense soit faite aux sieurs VIÉ, FOURNIER et SAULNIER d'entreprendre sur la Pharmacie. »

D'où la requête d'Octobre 1756 où LÉTANG propose d'apporter la preuve de ce qu'il avance. Les chirurgiens et l'épicier ne contestent pas les faits, mais la qualité de LÉTANG, prétendant comme il a été vu à

1. *Fac. Ph.* Dossier 20.210.

propos de l'apprentissage, qu'il aurait dû faire ses quatre années chez des Maîtres apothicaires.

Après plusieurs débats, le 17 juillet 1759, le Parlement de *Rouen* rend enfin l'ultime sentence: LÉTANG est maintenu dans le droit exclusif de composer et vendre toutes les drogues et médicaments de pharmacie qui entrent dans le corps humain.

Les attendus ou jugement et ses conclusions sont suffisamment précis et importants pour trouver ici leur place, *in extenso*.

ARRET DE LA COUR DU PARLEMENT

rendu en faveur du sieur Christophe LETANG, apothicaire à Gisors et dépendances, qui le maintient et garde dans le droit exclusif de composer et vendre toutes les drogues médicinales et médicaments de pharmacie qui entrent dans le corps humain; qui fait défense au sieur FOURNIER, chirurgien en ladite ville, et à tous autres, d'en vendre ou débiter et d'avoir chez lui d'autres drogues que celles qui concernent la chirurgie et qui s'appliquent sur le corps humain; et qui fait pareillement défense au sieur GUYARD, épicier, de vendre d'autres marchandises que celles qui dépendent de sa profession.

Le 17 juillet 1759, Louis, par la grâce de Dieu roi de France et de Navarre, à tous ceux qui ces présentes verront, Salut. Savoir faisons que ce jourd'hui la cause offrante en notre Cour du Parlement de Rouen, entre le sieur CHRISTOPHE LÉTANG, maître apothicaire à Gisors et dépendances, demandeur en vertu du mandement par lui obtenu au siège de la dite ville le 8 novembre 1756, par exploit du même jour, dument contrôlé, contre le sieur JACQUES VIÉ, lieutenant des chirurgiens de la ville de Gisors; le sieur LOUIS-ANTOINE FOURNIER, maître chirurgien en ladite ville et le sieur LOUIS GUYARD, dit SAULNIER, pour se voir condamné : savoir le dit SAULNIER aux peines et amendes prononcées par les règlements et arrêts et en 500 livres de dommages-intérêts; pour avoir fait et distribué des potions laxatives et autres drogues officinales et

pharmaceutiques et depuis la sommation à lui faite le 1^{er} Juin de la même année. Ledit sieur FOURNIER pour se voir condamné en la même amende et en 500 livres de dommages-intérêts, pour avoir contre et au préjudice des arrêts et règlements et de la signification à lui faite le 1^{er} Juin l'an dernier, continué d'ouvrir boutique d'apothicaire sans qualité; avoir vendu, distribué et administré les drogues officinales et pharmaceutiques, ce qu'il continue de faire journellement; voir en outre ordonner le sieur FOURNIER qu'il sera tenu de fermer sa boutique d'apothicaire, en ôter les montres, pots, chevrettes et bouteilles dans les 24 heures de la signification de la sentence à intervenir en conformité de l'arrêt du 11 Juillet 1742, avec dépens; et le sieur LOUIS GUYARD, dit SAULNIER, marchand épicier en ladite ville de Gisors, aussi pour se voir condamner en ladite amende et en 500 livres de dommages-intérêts pour avoir entrepris sur les droits et facultés dudit sieur LÉTANG en vendant et distribuant à boutique ouverte les compositions officinales et pharmaceutiques, au mépris des arrêts, règlements et de la signification à lui faite ledit jour 1^{er} juin; qu'il lui sera fait défense de vendre et distribuer l'arsenic, sublimé, réagale et orpiment; en exécution de la règle de notre Cour, le 22 Mars 1749, et d'ôter de sa boutique dans les 24 heures de la signification de la sentence à intervenir les montres, pots chevrettes et bouteilles d'apothicairerie en conformité de l'arrêt du 11 juillet 1742. Fait défense à tous chirurgiens, marchands épiciers et à tous autres en exécution dudit arrêt et règlement d'avoir et de garder chez eux aucune composition pharmaceutique et officinale, de la faire vendre, administrer et distribuer, à peine d'amende de 1.000 livres; ordonné que la sentence sera exécutée nonobstant la peine; qu'elle sera imprimée, lue, publiée, et affichée aux dépens des dits sieurs Vié, Fournier et Guyard; le tout à l'adjonction du substitut et du Procureur général, sauf à prendre plusieurs conclusions dans la suite s'il y échoit. Renvoyer en notre Cour par sentence du Bailliage de Gisors du 21 Mars 1757. Demandeurs : un ajourné en vertu du mandement de notre Chancellerie du 5 avril 1756; et encore un ajournement en vertu d'autre mandement de notre Chancellerie du 2 Janvier 1758.

Comparant par Maître PIERRE AUBRY son procureur, d'une part, le sieur LOUIS-ANTOINE FOURNIER, pareillement renvoyé ajourné en vertu dudit mandement du 5 Avril 1757 pour procéder sur ledit renvoi;

Comparant par Maître ANTOINE BAUDARD son procureur, d'autre part, la dame veuve du sieur Vié, ajournée tant en son nom que comme tutrice de ses enfants mineurs en vertu dudit mandement du 2 Janvier 1758, pour reprendre ou délaisser le procès en l'état que l'a laissé son mari, lequel était aussi ajourné en vertu dudit mandement, pour procéder sur ledit renvoi comparante par ledit Maître BAUDARD son procureur, encore d'autre part, et le sieur LOUIS GUYARD, marchand épicier en ladite ville de Gisors, pareillement renvoyé et ajourné, comparant par Maître GUILLAUME son procureur, d'une dernière part, sans préjudice de qualités.

Oùis ROGER, avocat dudit sieur LÉTANG, lequel a dit que le sieur LÉTANG, ayant été jugé capable d'exercer les fonctions de maître apothicaire, et ayant été reçu pour les faire en la ville de Gisors par les médecins et maîtres apothicaires de Paris, le 24 Janvier 1755, après avoir subi les examens requis devant eux, ayant subi de nouveaux examens devant les médecins et apothicaires de la ville de Rouen, a été jugé capable, suivant les lettres du 1^{er} Mai suivant ayant enfin été reçu par le lieutenant de police de Gisors, par son ordonnance du 23 Avril 1755, il n'est pas douteux que le sieur LÉTANG a le droit exclusif d'exercer la profession d'apothicaire dans la ville de Gisors et dépendances. Mal à propos on lui objecte l'arrêt de règlement de 1757 pour prétendre qu'il aurait dû faire 4 années d'apprentissage chez un apothicaire; il suffit qu'il ait employé 4 ans tant en apprentissage qu'en exercice de la profession chez des maîtres ou dans des hôpitaux : tel est l'esprit dudit règlement. Le sieur FOURNIER, chirurgien, ne peut exercer sa profession et doit se restreindre à exercer celle de chirurgien. Il peut traiter les tumeurs, plaies, ulcères, fractures, luxations, tant par opération de la main que par application des remèdes extérieurs nécessaires aux dites opérations; et pour cet effet, avoir chez lui cautères, emplâtres, onguents, liniments, baumes et poudres convenables aux dites opérations, sans toutefois les vendre ni débiter autre-

ment. Mais il lui est fait défense de donner aucunes potions laxatives, altératives ou confortatives, à l'exception seulement des maladies vénériennes, pour lesquelles ils peuvent fournir à leurs malades les remèdes convenables en les prenant chez un apothicaire, suivant les statuts, arrêts et règlements.

Quant au sieur GUYARD, épicier, il se vient dénoncer lui-même, en convenant qu'il a jusqu'ici exercé la profession d'apothicaire ce qui lui est expressément défendu; pourquoi à conclure qu'il plaise à notre Cour déclarer le défaut levé au greffe d'icelle, contre la partie de BAUDARD, faute d'avoir basé sa déclaration sur la reprise ou délaissances du procès. Bien pris et obtenu et pour le profit déclaré le procès pour délaissances, faisant sur le renvoi en notre Cour sans s'arrêter à l'opposition formée par les parties à la réception dudit sieur LÉTANG, faite par le juge de police de Gisors le 23 Avril 1755, dans lesquelles les parties seront déclarées non recevables en ce qui touche l'action contre les sieurs Vié et Fournier, chirurgiens; maintenir et garder ledit sieur LÉTANG en sa qualité d'apothicaire, dans le droit exclusif de vendre toutes les drogues et médicaments de pharmacie qui entrent dans le corps humain; faire défense aux chirurgiens et à tous autres d'en vendre, sauf auxdits chirurgiens à avoir chez eux les drogues qui concernent la profession de chirurgien qui s'appliquent extérieurement sur le corps humain. Ordonné que le sieur FOURNIER sera tenu de fermer sa boutique d'apothicaire; condamné le sieur FOURNIER et les héritiers du sieur Vié chacun à 500 livres de dommages-intérêts et aux dépens; et en ce qui touche l'action contre le sieur GUYARD, épicier, lui faire pareillement défense d'avoir chez lui ni vendre aucune drogue et médicament dépendant de la pharmacie et de la profession d'apothicaire; le condamner à retirer de sa boutique les montres, pots, chevettes et bouteilles d'apothicaire; et 500 livres d'intérêts et aux dépens; permettre à sa partie de faire imprimer et afficher l'arrêt qui interviendra où il appartient aux frais des parties adverses.

FALAIZE, avocat dudit sieur FOURNIER, chirurgien, a conclu à ce qu'il plaise à notre Cour, faisant droit sur le renvoi prononcé par la sentence du siège de police de Gisors du 21 Mars 1757.

Faute par le sieur LÉTANG de justifier du brevet de son apprentissage pendant un temps compétent aux termes de l'arrêt du 9 Février 1743 et de 1755 faisant droit sur l'opposition par lui formée et la sentence du 23 Mars 1755 portant réception dudit LÉTANG en qualité d'apothicaire en ladite ville; l'a rapportée comme surprise; ce faisant déclarait ledit LÉTANG non recevable en son action avec dépens. BAUDARD, procureur de ladite veuve au dit nom, a demandé d'être mise hors de Cour dudit Vié son mari. LAVENUE, l'avocat dudit GUYARD dit SAULNIER, a demandé acte de ce qu'il donne adjonction aux prises mardi dernier par conclusion. Maître FALAIZE, avocat dudit FOURNIER, chirurgien, demandant dépens contre ledit LÉTANG et où notre Cour en jugerait autrement, il lui prierait faire défense audit LÉTANG de vendre autres marchandises que celles dépendant de la pharmacie; et CHARLES, substitut de notre procureur général pour notre dit procureur général, notre dite Cour, partie CHARLES et notre procureur général, CHARLES faisant droit sur le renvoi en notre Cour sans s'arrêter à l'opposition formée par les parties de FALAIZE et de LAVENUE à la réception, à la partie de ROGER portée par la sentence du juge de police de Gisors du 23 Avril 1755 a donné acte aux parties de BAUDARD, de ce qu'au moyen de Vié a demandé à être mise hors de Cour; ce faisant, a mis lesdites parties de BAUDARD hors de Cour; dépens à leur égard compensés et faisant droit sur l'action de la partie de ROGER en ce qui touche la partie de FALAIZE a maintenu et gardé la partie de ROGER dans le droit exclusif de composer et vendre toutes les drogues et médicaments de pharmacie qui entrent dans le corps humain, sauf à la partie de FALAIZE à avoir chez elle les drogues qui concernent la chirurgie et qui s'appliquent sur le corps humain. A tort et en ce qui concerne la partie de LAVENUE il lui a fait et fait défense d'avoir chez elle et de vendre autres marchandises que celles qui dépendent de la profession d'épicier. Sur le surplus de l'action de la partie de ROGER ainsi que sur sa demande en dommages et intérêts, a mis les parties hors de Cour, condamne les parties de FALAIZE et de LAVENUE aux dépens envers celle de ROGER et ordonne que le présent arrêt sera imprimé, publié et affiché partout où besoin sera aux dépens des dites parties de

FALAIZE et de LAVENUE. Ci donnons en mandement au premier des huissiers de notre Cour du Parlement de Rouen ou autre, notre huissier ou sergent sur ce requis mettre le présent arrêt à due et entière exception selon sa forme et teneur de ce faire donnons pouvoir de la part dudit LÉTANG.

Donné à Rouen en Parlement le 17 Juillet, l'an de grâce 1759 et de notre règne le 44°.

On le voit, des faits précis font définir rigoureusement les attributions de chacun.

Il est un cas cependant où les chirurgiens pouvaient délivrer tous les médicaments, celui même dans lequel exercent les propharmaciens actuels : lorsqu'il n'y a pas d'apothicaire et pour éviter que la pharmacie ne soit exploitée par des épiciers et autres droguistes.

Il en était ainsi à *Dourdan*¹ en 1786 où

plusieurs marchands, sous le prétexte du défaut d'apothicaire, s'ingèrent de vendre et débiter sans qualités des drogues médicinales simples et composées que de leur inexpérience peut résulter des accidents qu'il importe de prévenir en interdisant aux marchands la vente de pareilles drogues...

S'il n'y avait pas d'apothicaires, du moins les chirurgiens ne manquaient-ils pas et puisque plusieurs exerçaient, le Procureur Général du Roi demande à la Cour de leur déléguer les pouvoirs pharmaceutiques, ce qu'elle accorde non sans réserver l'avenir, fort judicieusement :

LA COUR fait défenses à tous marchands de la ville de Dourdan qui ne seraient pas reçus apothicaires de quelque nature que soit leur commerce, de vendre et débiter à l'avenir aucunes drogues médicinales simples ou composées ; ordonne que les maîtres en chirurgie exerçant dans ladite ville de Dourdan et ceux qui s'y établiront à l'avenir en justifiant par les uns et les autres de leur réception en l'état de Chirurgien, pourront, **tant qu'il n'y aura point d'apo-**

1. Arch. Nat. AD⁴⁴ 12a.

thicaire établi dans ladite ville, tenir et distribuer, seuls et exclusivement à tous autres, toutes espèces de drogues simples et composées pour la distribution desquelles et administration desquelles, ils seront tenus de se conformer aux règlements...

Les différents marchands qui jusque-là détenaient des médicaments ne sont pas lésés par la nouvelle réglementation: leurs réserves seront reprises par les Chirurgiens « qui leur en rendront le prix ». Leur seule persévérance dans des voies dorénavant défendues pourra entraîner pour eux des inconvénients graves.

Enfin, l'inspection des nouvelles officines est mise au point par le même arrêt de Parlement qui

autorise les officiers de Police de la ville de Dourdan à choisir et nommer l'un des médecins de ladite ville, si aucuns y a sinon de la ville la plus prochaine, pour faire au moins deux fois l'an en leur présence la visite des drogues chez les maîtres en chirurgie, à l'effet par ledit médecin d'en constater l'état et d'en faire rejeter celles qui paraîtraient défectueuss ou altérés par vétusté...

Ces prescriptions préservaient la santé publique, réservaient les droits d'apothicaires qui viendraient s'installer dans la suite et d'une façon générale fixaient un point délicat dans l'organisation de la profession.

On connaît d'autres documents du même ordre: en 1755, c'est un mémoire pour la *Communauté des Apothicaires de Pontoise* contre la Communauté des Chirurgiens, accompagné de sa contre-partie, le mémoire établi par Pierre Bringault et Joseph Dupin, Maîtres Chirurgiens Jurés à Pontoise contre la Communauté des Apothicaires.

Un arrêt, le 2 juin 1740, est rendu en faveur des Apothicaires de Saint-Germain-en-Laye contre les Chirurgiens¹.

1. Arch. Départ. Calvados. C. 2.806.

D'autres encore existent que l'on retrouve dans la France entière: ils témoignent de l'attention que le pouvoir central a toujours apportée à la séparation des professions qui touchent à l'Art de Guérir et ce n'est pas sans raison que l'on mettait en avant la sauvegarde de la santé publique, interdisant tout ce qui aurait pu dégénérer en connivence.

Ce n'est que par un sentiment élevé et rigoureux de la responsabilité que peuvent être maintenues dans la bonne voie des professions par ailleurs privilégiées et dont le bon exercice est difficilement contrôlable.

IV

EPICIERS ET APOTHICAIRES

Il serait aussi exact d'intituler ce chapitre « LES FRÈRES ENNEMIS », car si les relations entre apothicaires et chirurgiens étaient souvent tendues, elles étaient toujours mauvaises entre apothicaires et épiciers, ces deux branches issues des mêmes aïeux, marchands apothicaires espiciers du xv^e siècle, confondus par leur usage commun de la balance.

La longue instance entre les apothicaires et les épiciers de *Melun* est, pourrait-on dire, un modèle du genre. Elle est aussi toujours d'actualité : les conflits actuels sont les mêmes et aussi nombreux et on peut s'étonner de n'être pas arrivé, depuis si longtemps, à éviter les empiètements de l'épicerie sur la pharmacie. Il est vrai qu'au moment où les corporations ont disparu, les gardes jurés, les officiers de police n'avaient pas encore eu le temps nécessairement long de changer une habitude en une autre habitude. Leurs efforts ne furent pas suivis et les modifications apportées au xix^e siècle n'aboutirent trop souvent qu'au relâchement et à l'indiscipline.

Les motifs de la requête présentée par ADRIEN RACQUET, JEAN FERRÉOL SAYVÉ et PIERRE JARD¹ en

1774 au bailli de *Melun* et *Moret* ne sont pas explicitement connus, vraisemblablement parce que il ne s'agissait pas d'une action de détail, mais bien de poser le principe que les épiciers ne devaient vendre aucun médicament à l'exception des quatre grandes compositions galéniques: thériaque, mithridate, confection d'hyacinthe, confection d'alkermès, et des drogues simples vendues à poids non médicinal.

De la requête, on peut déduire aussi que les épiciers avaient tendance à abuser le public sur la nature de leur négoce en donnant à leur boutique l'apparence d'une pharmacie: ils y faisaient peindre alambics, cornues et autres accessoires de pharmacie et exposaient chevrettes et pots à canons.

L'action des apothicaires de *Melun* avait un précédent en celle de FRANÇOIS POLETTE² contre différents épiciers de *Chauny* (1772) et qui avait obtenu satisfaction.

Il en advint ainsi à *Melun*, comme le montrent les conclusions de l'arrêt du Parlement du 7 janvier 1774³ :

...Tout vu et considéré, nous avons fait et faisons défenses aux marchands épiciers de cette ville de *Melun* : 1° de tenir ni débiter aucuns médicaments composés et de quelque nature qu'ils soient, sauf les grandes préparations galéniques et les préparations foraines de chimie; 2° disons qu'en cas de vente de celles-ci, de la part des dits Epiciers, ils seront tenus de les faire visiter par un Docteur en Médecine assisté de l'un des dits Racqué, Sayvé et Jard, pour les dites drogues leur être rendues si elles sont trouvées de bon aloi et retenues si elles ne le sont pas, le tout à peine de saisie et de confiscation de ce qui n'aura pas été visité; 3° faisons défense aux dits épiciers en vendant concurremment avec les dits apothicaires les drogues simples d'en vendre à plus bas poids que quatre onces suivant l'esprit

1. *Arch. Nat.* AD¹¹ 12a.

2. *Arch. Nat.* Loc. cit.

3. *Arch. Nat.* Loc. cit.

et la lettre des Statuts de la Pharmacie et de l'Épicerie; 4° faisons pareillement défenses aux dits épiciers de prendre et donner à leurs boutiques les marques extérieures de celle d'un apothicaire; en conséquence ordonnons que dans la huitaine de la signification de notre présente sentence ils se déferont de leurs chevrettes, pots à canons si aucuns ils ont, et qu'ils feront effacer de leurs étalages les alambics, cornues et autres attributs de la Pharmacie qui peuvent y être peints; 5° ordonnons que dans un mois à compter du jour de la publication et affiches de notre présente sentence les Epiciers seront tenus de se défaire hors de cette ville, et non en icelle de toutes les drogues et médicaments composés qu'ils peuvent avoir sans pouvoir en tenir davantage à l'avenir à peine s'il s'en trouve chez eux après l'expiration du délai de mille livres d'amende et de pareille somme de dommages intérêts envers les dits apothicaires; leur permettons de faire quand bon leur semblera des visites chez les dits épiciers en se faisant assister de nous ou de tel autre officier de Police qui sera par nous nommé pour et en présence du Médecin du Roy de ce bailliage examiner la nature des drogués simples, constater celles qu'ils pourraient avoir de composées, les saisir et confisquer au profit des pauvres de l'Hôtel-Dieu de cette ville et dont du tout sera dressé procès-verbal.

Enfin permettons aux dits apothicaires de faire imprimer, publier, afficher la présente sentence dans les lieux ordinaires et accoutumés de la ville et si besoin est, de la faire signifier au domicile de chacun des dits marchands épiciers de cette ville, à ce qu'ils aient à s'y conformer; ce qui sera exécuté nonobstant oppositions ou appellations quelconques, et sans y préjudicier, attendu qu'il s'agit de fait de police et de l'exécution des Arrests et Règlements rendus sur le fait de la Pharmacie...

En même temps que justice était rendue, l'inspection des médicaments était organisée.

Bien entendu, les épiciers n'acceptèrent pas la sentence et l'épicier ROUSSEL, vraisemblablement Garde de la corporation, en appela en même temps que d'autres épiciers intervenaient dans le débat: NICOLAS ESTANCELIN, FRANÇOIS PETIT, PIERRE LEMAITRE, JAC-

QUES AIMARD et PIERRE PIERSON. Tous présentèrent une demande reconventionnelle. Ils furent déboutés, l'appel rejeté et le 2 juillet 1774, la sentence première fut confirmée.

L'affaire rapportée n'est qu'un exemple entre tant d'autres, tel le procès intenté au ^{xviii} siècle par les Apothicaires de Lisieux contre les Chandeliers de cette ville. En publier les pièces ne ferait qu'ajouter des détails et ne modifierait en rien l'idée générale qui se dégage de celles qui précèdent: le privilège des Apothicaires était confirmé chaque fois que l'occasion se présentait.

Il est cependant remarquable que les conflits entre épiciers et apothicaires se renouvellaient incessamment. Si l'on pouvait à la fin du ^{xviii} siècle rendre responsables des empiètements mutuels des deux professions l'une sur l'autre les habitudes passées et l'origine commune, l'avenir devait montrer qu'une conscience professionnelle insuffisamment rigide, l'esprit de lucre même, avaient encore leur rôle. Sans doute, on trouve trace de procès intentés par les épiciers aux apothicaires parce qu'ils vendaient ce qu'on toute justice ils pouvaient considérer comme relevant de leur profession : huiles de noix ou autres, confitures, jambons, etc... Les juges leur donnaient raison et l'on a vu dans le cour de cet exposé des arrêts astreignant les apothicaires à ne pas sortir de leur rôle.

Les requêtes des apothicaires sont les plus nombreuses et cependant il n'est pas téméraire de penser qu'ils n'avaient raison que parce qu'il s'agissait de la santé publique: la raison d'Etat jouait en leur faveur.

En voyant la facilité avec laquelle, de nos jours, les pharmaciens excèdent les limites professionnelles, en les voyant sous prétexte d'hygiène proposer à leurs clients ce qui ne devrait être que chez le mercier, sous prétexte de régime vendre des pâtes alimentaires, sans aucun prétexte ou peut-être seulement parce que l'Eau de Cologne du Codex n'est pas dépourvue d'un agréable parfum, faire office de parfumeurs, on peut supposer que les apothicaires en

usaient de semblable façon et parfois, ne criaient « au voleur ! » contre l'épicier que pour détourner les soupçons.

On peut supposer qu'une organisation de la corporation, en maintenant chacun à une place qu'il aura librement choisie, rendra impossible une concurrence dont, en définitive, personne ne tire profit.

V

L'INSPECTION DES PHARMACIES

Tous les actes qui devaient faire jurisprudence comme tous ceux qui, à un titre quelconque, constituaient une règle pour les professions médicales attestent de l'attention qui a toujours été portée par les pouvoirs publics à l'inspection des pharmacies. C'était véritablement affaire d'Etat. L'inspecteur revêtu d'un caractère officiel contrôlait la corporation, maîtresse, par ailleurs, de ses destinées dans le cadre légal. C'est vraiment parce qu'il y allait du bien de tous, de la santé de chacun, qu'il importait de régler les conditions d'exercice d'une profession où les fautes sont difficiles à déceler, les omissions en particulier. Les « qui pro quo » étaient l'objet d'une méfiance particulière. Qu'on veuille bien imaginer, en effet, la facilité avec laquelle on pouvait se passer de mettre — peut-être pas dans la thériaque qui se préparait en public — mais dans d'autres préparations aussi complexes, comme il n'en manquait pas dans la pharmacopée de l'époque, tel ou tel ingrédient cher et n'influant pas sur le goût ou la couleur.

Les méthodes actuelles d'analyse n'existaient pas et il ne fallait s'en remettre qu'à la conscience professionnelle.

Les apothicaires, presque toujours, avaient cette conscience en même temps que la science et l'amour de leur métier. Mais que dire des « illégaux » de ceux qui ne voyant dans le commerce des médicaments qu'une source de profits, devaient être tentés d'accroître cette source autant qu'il était possible de le faire. Leur ignorance par ailleurs pouvait les entraîner à délivrer des drogues qu'à coup sûr ceux qui avaient prononcé le serment, n'auraient certainement pas données.

L'inspecteur des pharmacies devait donc jouir de pouvoirs de police, ou équivalents.

Les lettres patentes obtenues par le Premier Médecin du Roi, HÉROUARD¹, ont déjà été étudiées au cours de ce travail. Ce sont elles encore qui vont ici apporter une importante contribution: par leurs antécédents et leurs confirmations, elles montrent ce qui était la loi depuis la fin du xvi^e siècle jusqu'à la fin du xviii^e.

En 1596, en effet, le Premier Médecin du Roi, DE LARIVIÈRE, a fait commettre JEAN LOSIER

pour faire la visitation en toute ville, bourg, bourgade de ce royaume et avoir l'œil sur l'exercice de l'apothicairerie et procéder à la correction des abus et malversations qui se commettent en la composition des médicaments exhibition d'iceux, et en la vente et distribution des drogues et marchandises concernant ledit art.

Toutes les attributions de l'inspecteur des pharmacies sont, on le voit, définies. Elles sont confirmées en 1611 à HÉROUARD qui devra s'adjoindre les apothicaires jurés lorsque la chose sera possible:

...Nous avons ordonné et ordonnons par les présentes signées de notre main que ledit Sieur HÉROUARD pourra commettre dorénavant en toutes les villes et lieux de notre royaume un ou plusieurs médecins lequel chacun en l'étendue du ressort de la commission qui leur sera expédiée par ledit

1. *Fac. Ph.* Dossier AO.

Sieur HÉROUARD, et en vertu de la copie de ces dites présentes dument collationnée **auront l'intendance sur la médecine, chirurgie et apothicairerie**, et appelant avec eux aux villes jurées les jurés des dits arts et aux villes non jurées sans appeler aucun juré, visiteront conformément à nos idées et ordonnances les boutiques de chirurgiens, les maisons et magasins des apothicaires et autres qui se mêlent directement ou indirectement de vendre des marchandises propres et convenables audit art, verront si elles sont fournies des drogues de la bonté et qualité requises et autres choses nécessaires à l'exercice de la chirurgie et apothicairerie, jetteront celles qui se trouveront mauvaises, gâtées, corrompues et viciées et feront défense aux dits chirurgiens, apothicaires et autres de n'en plus user sur peine des amendes sur lesquelles (si aucune il y en a) se prendront les frais des dites visitations...

Les infractions relevées étaient réprimées par les juges du lieu « à plus simple réquisition des médecins intendants ».

Les oppositions faites par les apothicaires à l'enregistrement de ces lettres patentes étaient basées davantage sur les pouvoirs donnés aux médecins relatifs à la nomination des Maîtres Apothicaires que sur les pouvoirs d'inspection; on a déjà vu qu'elles ne servirent à rien et que l'Edit de 1617 confirma la situation.

Voilà sa teneur en ce qui concerne le droit de visite:

...Voulons et nous plaît que ledit Sieur HÉROUARD ait la charge et pouvoir de commettre un ou plusieurs médecins lesquels en l'étendue des lieux où ils seront commis puissent visiter et conformément à nos dites Ordonnances, les Boutiques, les Maisons et Magasins des Apothicaire, et d'autres qui se mêlent directement ou indirectement de vendre Drogues et Marchandises propres et convenables audit Art, ès Villes et lieux où il n'y a point d'Université en Médecine, ou Maîtrise d'Apothicaire Jurés, pour lesquelles nous déclarons n'entendre déroger de leurs Privilèges, ainsi voulons que par les anciens Règlements faits par nos Prédécesseurs, les Suppôts des dites Universités et Maîtrises Jurées ayant fa-

culté et leur appartiennent l'examen et visitation sur tous ceux qui se voudront mêler de ladite profession de Médecine et Art d'Apothicaire ès Villes où ils sont établis, et que ledit Sieur HÉROUARD jouisse du pouvoir par nous à lui donné en toutes les Villes de notre Royaume et païs de notre obéissance, où il n'y a Université ni Maîtrise jurée par statuts et concessions de nous, ou de nos Prédécesseurs, auxquels lieux voulons que notre dit premier Médecin et tous ceux qui seront commis par lui choisis et députés, ayant tout droit, pouvoir et autorité d'examen et visite sur tous ceux qui se mêlent de l'Apothicaiererie, avec pouvoir de les régler à l'instar et comme les Villes Jurées plus prochaines des lieux où l'examen et visitation doit être fait, se trouveront réglées par Statuts et Ordonnances, lesquels lui feront garder chacun en l'étendue de sa commission, et ne permettront d'être aucunement contrevenu¹.

A côté de ce règlement général qui était appliqué dans les villes non jurées, la visite des officines était prévue par les statuts particuliers de chaque ville.

Ceux des apothicaires d'*Etampes*², accordés en 1641 sont particulièrement précis à ce point de vue. Le droit de visite est dévolu aux jurés pour être exercé en présence d'un médecin lorsqu'il leur plaira ou qu'il y aura plainte, ou à tout le moins quatre fois par an. La visite doit porter non seulement sur les médicaments, mais encore sur les poids et mesures.

Il n'est pas spécifié de redevance particulière pour ces visites, tandis qu'à *Pontoise* où deux visites annuelles sont obligatoires, l'apothicaire doit verser vingt sols pour chacune. Les visites supplémentaires sont gratuites.

A *Vitry-le-François* (1661), une redevance de trente sols est payée au premier Lieutenant du Roi qui assiste à l'inspection.

Les statuts de *Beauvais* (1628) n'imposent pas de contribution pour les quatre visites qui doivent se faire annuellement en présence de deux médecins.

1. Cité par Bouvet. Loc. cit.

2. *Bibl. Nat. Man. Fr.* 26.463.

Cette visite s'étend aux marchandises pharmaceutiques apportées par les forains.

Les sanctions des irrégularités constatées au cours des visites étaient des amendes dans les cas graves : en général, elles se bornaient à la confiscation et à la destruction des drogues défectueuses. Cependant, à *Vitry-le-François*, les deux peines sont appliquées : « Les drogues et susdites marchandises trouvées viciées, seront jetées et l'expositeur de celles-ci frappé de vingt livres d'amende. »

Très régulièrement, les visites font l'objet d'un rapport en justice ; il s'ensuit rarement des différends graves et il semble bien que l'autorité des Inspecteurs n'était pas contestée en ce qui concerne l'inspection proprement dite. Il suffit à l'Histoire le long litige à propos des examens.

VI

STATUTS ET REGLEMENTS

Au cours du xvii^e siècle, le pouvoir central cherche à constituer le plus grand nombre possible de communautés d'apothicaires: c'était un point particulier de l'organisation générale des arts et métiers du Royaume. C'était aussi créer une source de revenus du fait que les communautés, pour rester maîtresses de leur administration, étaient conduites à racheter les charges de Maîtres héréditaires et Syndics Jurés créés par un Edit de mars 1691: les apothicaires de *Vitry-le-François* ont payé 660 livres en de telles circonstances. De plus, chaque confrérie avait ses armoiries qui donnaient lieu à la perception d'un droit. Le droit de milice, aussi, était exigé, ce qui, toujours à *Vitry-le-François*, faisait verser environ 400 livres en janvier 1702.

Le grand rassembleur des Apothicaires de France fut le Premier Médecin du Roi ou son délégué comme à *Compiègne*, où l'apothicaire CHARLES LOISEL¹ est nommé Lieutenant du Premier Médecin du Roi pour fonder la Jurande d'Apothicaires, Epiciers, Ciriers dans la généralité de *Soissons* et le Bailliage de *Sen-*

1. *Fac. Ph.* Dossier AO.

lis, à l'exception des villes où le Médecin ESTIENNE DE LIANCOURT est déjà chargé de ce rôle. Il faut encore, à ce sujet, se reporter à l'Edit de 1611, déjà cité plusieurs fois, et par lequel étaient confirmés l'Edit général de 1581 et celui de 1597 donné à Angers par Henri IV, reconnaissant au premier médecin LA RIVIÈRE la charge d'organiser communautés et jurandes où il n'en existe pas.

Pour faire une communauté — on disait encore confrérie, corps, collège; on dira société libre sous la Révolution — il fallait au moins trois membres. Il était possible de les trouver en groupant plusieurs villes d'une même chatellenie ou prévôté, ou encore en réunissant les membres de plusieurs professions: chirurgiens et apothicaires, médecins, chirurgiens et apothicaires, barbiers et apothicaires ou même merciers, drapiers et apothicaires comme à *Provins*, comme il a été établi par lettre patente du 19 février 1720¹, ou épiciers, ciriers, confiseurs, droguistes et apothicaires comme à *Vitry-le-François*.

Ces associations sans homogénéité montrent que ce n'était pas le seul intérêt de chacun des membres qui présidait à leur formation, mais une préoccupation d'ordre beaucoup plus général. La source de revenus, signalée plus haut, avait son importance, mais elle n'était pas tout: dans le pays décentralisé qu'était la France de cette époque, il était nécessaire que le gouvernement central pût correspondre facilement avec toutes les républiques qu'étaient les différents états et que, par conséquent, il organisât leur représentation dans l'ordre professionnel. La nature des choses voulait que les syndics des corporations devinssent en quelque sorte fonctionnaires, ce qui explique la forme qui avait été donnée à cette charge.

L'acte qui consacrait l'existence de la communauté était l'enregistrement des Statuts ou Règlements. Que ceux-ci aient été rédigés par les apothicaires ou par le pouvoir central, ils étaient la charte qui ré-

1. Arch. Nat. 0¹64.

glait la vie professionnelle et fixait les rapports des apothicaires entre eux et avec les étrangers.

Deux exemples le montreront qui feront apparaître le soin apporté à leur élaboration et condenseront les idées émises dans d'autres parties de ce travail: celui donné par les Statuts des Apothicaires de *Beauvais* qui ne seront que rappelés, ayant été publiés par MATHON en 1877 et celui des Statuts des Apothicaires d'*Etampes*, inédits à notre connaissance jusqu'à ce jour.

Les Statuts des Apothicaires de *Beauvais*¹ furent donnés le 24 mars 1628 et confirmés, une première fois par lettres patentes d'Octobre de la même année et une seconde fois par lettres patentes de Novembre 1639.

La Confrérie de *Beauvais* était placée sous le patronage de Saint Marcoul, dont la fête se célébrait le premier mai. Deux Maîtres gardes la dirigeaient, élus pour deux ans, mais par chevauchement, de sorte que les élections avaient lieu chaque année à la Saint Nicolas. Les apprentis devaient connaître le latin et ne pouvaient accéder à la maîtrise qu'après quatre ans d'apprentissage continu chez le même maître; c'est seulement en cas de décès de celui-ci qu'ils pouvaient changer d'officine. L'apprentissage devait être suivi de dix années d'exercice et la limite d'âge inférieure était fixée à 24 ans. Un certificat de bonne vie et mœurs était nécessaire « et s'il se trouve avoir été atteint d'aucune notte d'infamye, il ne sera admis à ladite maîtrise ».

Les veuves pouvaient continuer à exercer avec l'aide d'un garçon reconnu capable, mais ne pouvaient cependant pas être reçues à la maîtrise.

Les serviteurs ne pouvaient changer de maîtres sans la permission de celui qu'ils pensaient quitter.

Les examens se passaient en présence de tous les maîtres apothicaires et de deux médecins: ils comportaient des interrogations et quinze jours après, l'exécution d'un chef-d'œuvre.

Pour les fils de maître, le chef-d'œuvre était sim-

1. *Fac. Ph.* Dossier 13.649.

plifié et la limite d'âge de réception abaissée à 22 ans.

A la prestation de serment, le nouvel apothicaire remettait aux gardes un demi marc d'argent.

Enfin, les gardes, assistés de deux médecins, devaient visiter les officines quatre fois par an et contrôler les marchandises pharmaceutiques apportées par les marchands de l'extérieur.

*
**

La confrérie d'*Etampes* était de quelques années plus récente que celle de *Beauvais*, officiellement à tout le moins. Les Statuts ont en effet été enregistrés au Baillage d'*Etampes* le 8 décembre 1641, mais l'acte d'enregistrement mentionne que les apothicaires ont produit, en demandant la reconnaissance de leur confrérie, en même temps que les statuts de leurs confrères d'Orléans, une « vieille et ancienne coppie » de leurs statuts dont l'original avait été perdu « pendant les guerres civiles, prise et reprise de ladite ville », ce qui laisse supposer que la communauté existait déjà.

Deux articles de ces statuts attirent spécialement l'attention: pour montrer l'importance de l'apprentissage à une époque où toute la formation de l'apothicaire se faisait à l'officine, il était spécifié qu'un maître ne pourrait avoir qu'un seul apprenti à la fois, tout au moins pendant la première moitié du temps prescrit. D'autre part, les maîtres jurés étaient en même temps contrôleurs des poids et mesures: ce détail confirme l'idée que les syndics étaient de véritables fonctionnaires dont le pouvoir central ne pouvait qu'avoir satisfaction puisqu'ils n'intervenaient que dans les affaires de leur profession, donc en parfaite connaissance de cause.

Voici d'ailleurs le texte même des Statuts d'*Etampes*:

STATUTS¹

DES MAÎTRES APOTHICAIRES DE LA VILLE D'ETAMPES

*Enregistrés suivant le Jugement donné
au Bailliage d'Etampes, le 8 décembre 1641*

PREMIÈREMENT il est ordonné que pour garder et entretenir le présent règlement statutaire et franchises de longtemps accordées auxdits Maîtres Apothicaires Epiciers de ladite Ville et Faubourgs d'Etampes seront de trois ans en trois ans le lendemain du jour, fête des Maîtres, que pour la plus grande... partie d'iceux élus deux Maîtres Jurés qui prêteront lors de leur élection serment devant les jurés ordinaires de bien et en leur conscience continuer faire leur devoir en ladite charge.

Item que nul dorénavant ne sera reçu et se présentera pour être maître et tenir boutique en ladite ville et fauxbourgs s'il n'y a fait apprentissage et demeuré chez les maîtres d'icelle ville par l'espace de quatre ans continus et n'ayant fait apparoir de sa probité et bonnes mœurs.

Item sera tenu le nouveau maître incontinent après sa réception et auparavant que de tenir boutique faire les devoirs entiers en accoutumé, spécialement de bailler et payer à la boîte de la confrérie des maîtres les six livres tournois tant pour l'entretienance de ladite confrérie que du luminaire et... qui se célèbre par chacun en ledit jour vigille et lendemain, que le débours des fils de maîtres ne seront tenus et ne paieront à la boîte que trois livres.

Item ne pourront lesdits Maîtres Apothicaires Epiciers tenir plus d'un apprenti qu'ils prendront pour l'espace de trois ou quatre ans, sauf qu'après deux

1. *Bibl. Nat. Man. Fr.* 26.463.

ans passés leur sera loisible d'en prendre un autre avec le premier et ne sera néanmoins nul reçu par lesdits maîtres pour apprenti s'il n'est de bonne et honnête famille, et seront tenus les apprentis voulant parvenir à la maîtrise de rapporter leur lettre d'apprentissage et certificat d'accomplissement d'ice-luy en mains des jurés.

Item et au cas que les apprentis venant à sortir de chez leur maître pour quelque occasion que ce soit auparavant le temps de leur apprentissage fini ne pourront lesdits apprentis être reçus ny repris par un autre maître sans le gré et consentement du premier.

Item sera loisible aux femmes et enfans desdits maîtres durant leur viduité seulement de tenir et avoir boutique ouverte et d'exercer ledit art d'apothicaire espicier en ladite ville et fauxbourgs moyennant qu'elles ayent un serviteur de bonne vie suffisant et capable et reconnu tel par les maîtres jurés auxquels sera tenu pour se présenter pour être examiné et auparavant que d'entrer chez lesdites veuves sans toutes foyes que pour cela ledit serviteur puisse prendre le titre et qualité de maître.

Item ne pourront lesdits maîtres establis vendre et exposer en leur boutique aucune marchandise dérogative à leur art..

Item seront tenus les dits maîtres d'ex(h)iber, faire obtenir aux jurés lorsqu'il leur plaira ou que il y aura quelque plainte ou à tout le moins quatre fois à chacun an de toutes les drogues et médicamens tant simples que composés et de toutes les choses qui, se trouvent en leur boutique nécessaires à leur art pour être par lesdits jurés en présence d'un médecin vues et visitées et mesme laissées en cas de défaut et malversation dont et delaquelle visitation lesdits jurés feront rapport en justice, sera procédé contre les délinquants ainsi que de raison; seront aussi tenus lesdits maîtres député aux jurés et non à autres leurs poids tant médicinal que marchands ballances fléaux affin de cognoistre s'il n'y a défectuosité en iceux et en faire par lesdits jurés rapport comme dessus.

Item auront lesdits jurés ou les autres maîtres en

leur absence droit de visite sur toutes sortes de personnes autres que de ladite vocation et profession d'apothicaires épiciers qui voudront faire estimer chez eux quelques compositions comme onguents, emplâtres, huiles composées et autres sortes de remèdes et médicamens avec pouvoir de saisir et mettre en mains de justice lesdites compositions et médicaments et même d'assigner telles personnes pardevant les juges ordinaires pour répondre de l'attentat et entreprises faites en chose de telle importance audit art contre leur connoissance et profession.

Item que nul ne se présentera auxdits maîtres sinon avec les conditions cy dessus auquel leur députation sera par les dits jurés du consentement des autres maîtres donné jour et heure pour l'examen lequel se fera par tous les maîtres si bon leur semble présence des médecins. Et incontinent après l'examen et dès le mesme jour sera ordonné de la quallité du chef-d'œuvre pour icelluy jour et lieu assigné au choix et option desdits jurés lequel chef-d'œuvre sera pour les fils de maîtres de deux compositions seulement et pour les autres de cinq, sçavoir une composition liquide en forme d'opiate, une solide en tablettes, un syrop, un ongan et un emplâtre tel qu'il sera admis par lesdits jurés.

Et seront lesdites compositions ordonnées pour lesdits chefs-d'œuvre d'espiciers faire confectionner en présence des susdits médecins et de tous les maîtres tant jurés qu'autres s'il leur plaît d'y assister lesquels maîtres pourront interroger l'intrant sur les quallités nature conditions et propriétés des compositions et des simples qui entreront en icelles.

Et ou sera l'intrant principalement et particulièrement interrogé sur la lecture et intelligence des ordonnances des médecins.

Tel est un règlement: le droit y est dit, le devoir aussi, mais non les sanctions aux manquements. Les statuts des syndicats modernes leur sont comparables. Dès qu'une faute revêt une certaine gravité, quelque chose de plus qu'une absence à une réunion, il faut s'en remettre aux tribunaux. L'affaire ne suit

pas toujours son cours soit que l'on suppose trop lourde la sentence à intervenir, soit que l'on considère certaines situations sociales: il est regrettable que ce ne soit pas un « conseil des Pairs » qui puisse juger s'il y a lieu de saisir les tribunaux ou seulement d'infliger une peine aussi sévère qu'il peut être nécessaire, mais non rendue publique.

VII

LA « PETITE HISTOIRE »

La recherche de documents propres à donner une idée générale de la vie pharmaceutique aux xvii^e et xviii^e siècles a fait mettre à jour d'anciens actes plus particuliers et ayant plus d'intérêt pour la « petite histoire » que pour l'Histoire proprement dite.

Ils complètent cependant l'idée d'ensemble que l'on peut se faire et concourent même à fixer certains points, certaines dates.

Par eux, on voit que, dès le milieu du xvi^e siècle, il existe des apothicaires à *Montereau*: on trouve en effet que le 3 octobre 1547, PIERRE MAILLET, Marchand Apothicaire de cette ville, fait donation à Madeleine et Nicole Dumont, ses cousines, de ses droits sur une maison à Paris, rue Saint-Jacques-de-la-Boucherie, à l'enseigne du « Grand Credo ». Le même apothicaire reçoit en donation le 17 septembre 1550, en même temps que sa femme Isabeau Le Bossu, de la part de leur oncle Jean Maillet, prêtre, Prieur du Prieuré de Notre Dame de la Bonhomie en Limousin, de deux rentes de vingt cinq livres tournois.

En 1730, la Cour eut à connaître d'une affaire d'empoisonnement: une poudre blanche « qui ne pouvait

être que de l'arsenic préparé » était restée dans un papier chiffonné que Pierre Mesnager, fils de Jean Baptiste, charron en la paroisse Saint Pierre d'Etampes, avait ramassée dans la cheminée du vigneron Michel Boulmier où sa femme Luce Prieur l'avait jeté après avoir préparé un appât pour les rats. Pierre Mesnager fut convaincu d'avoir « par une malice proportionnée à son âge », fait prendre cette poudre blanche à Jean Lanoue, fils d'un autre charron du voisinage. Ce n'étaient que jeux d'enfants, peut-être sans suites graves, et Pierre Mesnager ne fut condamné qu'à garder prison pendant un mois.

C'est aussi par ces documents, un peu à côté de la question, que l'on connaît l'histoire des dents artificielles et que l'on peut préciser ce qu'était un apothicaire royal.

*
**

AU SUJET DES DENTS ARTIFICIELLES

Il a été envisagé, dans ce qui précède, la vie officielle des anciens apothicaires, c'est-à-dire dans le cadre même de la profession. Ce n'était pas toute leur vie et toutes leurs préoccupations ne tenaient pas dans les limites du Codex, ou plutôt des dispensaires: ne fallait-il pas, alors comme toujours, un violon d'Ingres? La profession illustrée par tant de beaux noms comme ceux de Balard, Parmentier, Chevreul, Pelletier et tant d'autres a-t-elle quelquefois manqué de chercheurs?

Pour être un peu moins incomplet, il fallait chercher ce que des Apothicaires de l'Île de France avaient pu faire qui ne fût pas strictement pharmaceutique et l'histoire des dents artificielles s'est trouvée.

Il semble bien en effet que l'Art Dentaire soit redressable de l'Invention des dents minérales à un apothicaire de *Saint-Germain-en-Laye* du nom de DUCHATEAU¹.

1. Histoire de l'Art Dentaire à Paris. *Journal de Paris*, 27 février 1789.

Jusqu'en 1774, dentiers et rateliers étaient faits de dents d'hippopotame: leur couleur et leur odeur étaient désagréables. A cette époque, Duchateau eut l'idée de faire des dents en porcelaine.

En 1786, il aurait communiqué son idée à l'Académie de Médecine et pour la parfaire, demandé la collaboration d'un dentiste de Paris, Dubois de Chemant, qui ne fit rien de moins que déposséder l'apothicaire de son invention. Le dentiste fut du moins le premier à obtenir un brevet (21-25 juin 1791).

Duchateau, allié au dentiste Dubois Foucou et à d'autres dentistes parisiens, ne réussit pas à se faire reconnaître la paternité de l'invention, comme le montre le Jugement du 26 janvier 1792, rendu par les Juge de Paix et Assesseurs de la Section des Quatre Nations:

Entre les Sieurs Dubois-Foucou et consorts, demandeurs, le Sieur Duchateau, apothicaire à Saint-Germain-en-Laye, intervenant et demandeur,

Et le Sieur Dubois de Chemant, médecin et chirurgien-dentiste breveté du Roi, demeurant à Paris, Cul de Sac Conti, défendeur;

Parties ouïes et lecture faite de la demande en nullité de brevet d'invention accordé au Sieur Dubois de Chemant, déboutons les Sieurs Dubois-Foucou, Duchateau et consorts de leur demande; maintenons le Sieur Dubois de Chemant dans la possession et jouissance de son brevet d'invention, faisons défense de l'y troubler et condamnons les Sieurs Dubois-Foucou, Duchateau et consorts au dépens.

A.-A. DUPORTAIL,

Juge de Paix et Assesseurs.

Dans la suite, la querelle se circonscrit entre Dubois Foucou et Dubois de Chemant. D'autres dentistes se mettent à exploiter l'idée et l'apothicaire ne peut que jouir très relativement de ce que Dubois de Chemant ne reste pas seul à profiter de l'invention.

Les tribulations de Dubois, de Chemant sont exposées en détail dans l'Histoire de l'Art Dentaire à Paris, et il ne reste de toute l'affaire que la supposition fortement motivée mais non prouvée que c'est grâce à un apothicaire que les dents artificielles peuvent

parfois remplacer avantageusement celles que la Nature a faites trop imparfaites.

*
**

APOTHICAIRE ROYAL

L'amour des titres et des décorations, leur recherche, sont, s'il faut en croire la légende, le propre et le faible des Français; ceux qui le disent ne sont peut-être que ces renards visés par La Fontaine et qui ne manquent pas, en ce qui les concerne, de se décerner à eux-mêmes — n'est-on jamais si bien servi qu'en faisant ainsi — insignes, rubans et autres hochets d'une vanité toute personnelle.

Apothicaire royal n'était peut-être que l'un de ces vains titres, mais cependant il était assurément fort recherché pour les avantages qu'il apportait malgré tout. C'était l'assurance de la possibilité de la clientèle de la Cour; c'était un surcroît de considération de la part des pratiques; c'étaient aussi certains bénéfices dont l'un, vraisemblablement très apprécié, l'exemption de la milice.

Aussi voit-on, en 1786, à *Fontainebleau*, l'apothicaire NICOLAS BIZOR¹, honnête, mais de situation peu dorée et devant subvenir aux besoins de « deux sœurs, trois frères, un père et une mère infirmes et presque octogénaires » demander que lui soit accordé « sans nuls honoraires ni rétributions le brevet d'Apothicaire du Roi à Fontainebleau pour le sauver de la milice et par conséquent du danger d'être enlevé à sa famille et de la laisser en proie aux horreurs de la misère ». Son départ aussi ne ferait-il pas perdre aux habitants de Fontainebleau leur meilleur pharmacien?

Les titres étaient valables et certaines les recommandations auprès de Monsieur DE LASSONNE : six semaines après la demande, LOUIS XVI signait le brevet demandé et Bizor devenait Apothicaire Royal.

1. *Arch. Nat.* VO¹ 280. Dossier 67.

Aujourd'hui, vingt-huit décembre mil sept cent quatre-vingt-six, le Roi étant à Versailles, ayant jugé nécessaire aux besoins de ses services d'établir à Fontainebleau un Maître en Pharmacie chargé spécialement du service de son château royal dudit lieu, et Sa Majesté bien informée de la bonne conduite du Sieur Barthélemy Nicolas BIZOR, de sa capacité et expérience dans l'Art de la Pharmacie et de son zèle à Son service, l'a nommé et le nomme pour en qualité de son Apothicaire chargé spécialement du service de Son château royal de Fontainebleau, faire et remplir toutes les fonctions dépendantes de ladite place et en jouir avec les honneurs prérogatives, privilèges et autres avantages et attributs, à la charge par lui de ne pouvoir résider ailleurs qu'audit lieu de Fontainebleau et de ne vendre que des drogues de bonne et excellente qualité et ayant été soumises à examen, ordonne que les règlements à lui permettant en outre de se dire et qualifier dudit titre d'Apothicaire de Sa Majesté dans toutes les assemblées et en tous les actes publics et particuliers tant en jugement qu'en dehors, même de faire inscrire ladite qualité sur son tableau sans que pour raison de ce il puisse éprouver aucun trouble ni empêchement, et pour assurance de Sa volonté Sa Majesté a signé de sa main le présent Brevet et fait contresigner par moi Conseiller d'Etat et de ses Commandements et Finances.

On peut aussi penser que le brevet avait été d'autant plus facilement accordé qu'il n'existait peut-être pas de titulaire. La Cour¹, tout au moins au début du siècle, avait l'habitude d'être accompagnée d'apothicaires privilégiés qui vendaient drogues et friandises et les apothicaires locaux n'intervenaient pas.

L'Apothicaire Royal Nicolas Bizer ne devait pas jouir longtemps de sa nouvelle dignité: trente mois après son élévation, c'était la Révolution. Vanité des vanités...

1. Dorreaux. B. S. P., 1911, p. 420.

VIII

CONCLUSIONS

Nous avons choisi d'étudier la profession pharmaceutique au temps des corporations pour avoir plus d'éléments pour faire la comparaison entre cette époque et la nôtre, ou plutôt pour, connaissant le passé, augurer de l'avenir.

Les temps faciles sont passés et il est chimérique d'espérer qu'ils reviendront : secoués au début du siècle par la naissance des « spécialités », la multiplication des officines et l'abandon de la notion de pharmacie profession libérale, désorganisés par ce que l'on pourrait appeler l'économie aveugle d'après-guerre qui s'est traduite par des gains trop faciles ou par des pertes trop brutales, les pharmaciens, après Renan, s'aperçoivent que les lois sont faites pour des citoyens qui naîtraient enfants trouvés et qui mourraient célibataires et ils se retournent vers l'idée de la corporation, de la famille pharmaceutique.

De quoi s'agit-il, en somme ? De défendre les intérêts corporatifs contre ceux qui ne font pas partie de la corporation et qui tentent de s'y immiscer, de remettre chacun à sa place et de rétablir une hiérarchie ; revenir à l'idée corporative n'est pas revenir aux an-

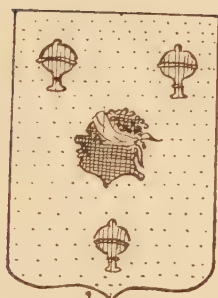
ciennes corporations qui se sont révélées insuffisantes avec le temps, mais reprenant les mêmes bases, élargir les cadres.

La corporation rendait des services à la communauté comme à ses membres. Mais sur ce point nous ne sommes pas à même de donner un avis très éclairé. D'autres, plus riches d'expérience, se chargent de défendre ailleurs, dans des journaux ou des revues professionnelles une cause dont ils connaissent mieux les complications. Est-ce qu'un proche avenir sera marqué par leurs recherches et par leurs discussions? Nous ne saurions le dire.

Tout au plus pouvons-nous croire que notre profession subira, comme toutes les autres, des transformations, puisque c'est la loi naturelle de l'humanité. Souhaitons du moins que le sentiment de confraternité s'en améliore.



1



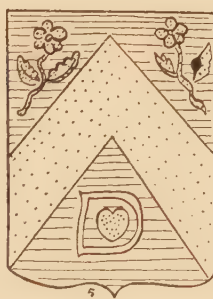
2



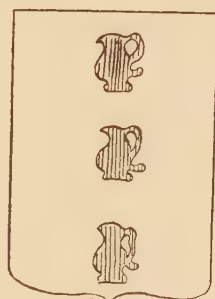
3



4



5



6

1. Les Apothicaires de Tonnerre. — 2. Jacques MORIN, Marchand Apothicaire et épicier, à Paris. — 3. Abraham GILLET, Marchand Apothicaire, à Paris. — 4. Étienne MICHEL, Marchand Apothicaire, bourgeois de Paris. — 5. Antoine DAMARON, Aide Apothicaire du Roy et ordinaire de Monseigneur le Duc de Bourgogne, à Versailles. — Louis SANTERRE, Apothicaire de Haras.

IX

BIBLIOGRAPHIE

FACULTÉ DE PHARMACIE DE PARIS.

Archives : Dossier AO.
Registres 24 et 74.
Registre 27.
Registre 10.

Documents imprimés : n^o 13.649.
20.213.
30.540.
20.210.
20.694.
P. 11.050.
20.338.
11.084.

ARCHIVES NATIONALES :

Dossier AD^{XXI}12^A.
O¹280 n^o 67.
V⁵583.
X^{1a}2402 et 2403.
O¹64 F^o 335.
O¹25.
O¹612.
Y 93.
Y 229.

Histoire de la Pharmacie en France, par Maurice BOUVET
(Éditions Occitania-Paris).

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE.

Manuscrit Français 26.463.
14.821.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
I. — L'apprentissage	7
II. — L'accession à la Maîtrise.....	13
III. — Apothicaires et Chirurgiens	31
IV. — Épiciers et Apothicaires.....	47
V. — L'Inspection des Pharmacies.....	52
VI. — Statuts et Règlements.....	59
VII. — La « Petite Histoire ». Au sujet des dents artificielles. Apothicaire royal.....	67
VIII. — Conclusions	73
IX. — Bibliographie	76

VU :

Nancy, le 8 Avril 1937.

Le Président de thèse,

PASTUREAU.

VU ET APPROUVÉ :

Nancy, le 21 Avril 1937.

Le Doyen de la Faculté de Pharmacie,

PASTUREAU.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Nancy, le 23 Avril 1937.

Le Recteur de l'Académie, Président du Conseil de l'Université,

BRUNTZ.

